

FORUM PUBLIC 2014
POURQUOI LE COMMERCE NOUS CONCERNE TOUS
PROGRAMME PROVISOIRE

1^{ER} OCTOBRE 2014

10h00 – 12h00

DEBAT D'OUVERTURE
Pourquoi le commerce nous concerne tous
Salle CR

Discours liminaires

- Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU)
- Message vidéo de Michelle Bachelet, Présidente du Chili

Débat d'ouverture

Pourquoi le commerce nous concerne tous

Intervenants

- Roberto Azevêdo, Directeur général, Organisation Mondiale du Commerce (OMC)
- Guy Ryder, Directeur général, Organisation Internationale du Travail (OIT)
- Robert Smith, Directeur de la rédaction, National Public Radio (NPR)
- Amanda Long, Directrice générale de Consumers International

Modératrice

- Julie Gichuru, journaliste et présentatrice de Citizen TV

12h15 – 13h00

Projecteur sur ...

La Librairie et la Bibliothèque de l'OMC présentent un livre et son auteur (Atrium)

Droit économique international au 21e siècle - Le pluralisme constitutionnel et la gouvernance multi-niveaux des biens publics interdépendants

*En identifiant les problèmes critiques en droit économique international, ce livre attire l'attention sur le rôle du droit constitutionnel et des droits humains et la nécessité de les considérer comme des sources de légitimation. **Auteur:** Ernst- Ulrich Petersmann, Professeur émérite de droit international et de droit européen à l'Institut universitaire européen de Florence (Italie). **Intervenant:** Graham Cook, Organisation Mondiale du Commerce (OMC)*

Regards du monde sur le commerce et l'investissement: nouvelle enquête Pew auprès de 44 Pays (Salle S1)

Dans son enquête de 2014 auprès de 48 000 personnes dans 44 pays, le Pew Research Center a recueilli l'avis du public sur le commerce: est-il bon pour le pays des personnes interrogées? Crée-t-il ou détruit-il des emplois? Fait-il augmenter ou baisser les salaires? Contribue-t-il à la hausse ou à la baisse des prix? Ainsi que son avis sur l'investissement étranger: les investissements de création de capacités sont-ils bons pour le pays? Les fusions-acquisitions étrangères sont-elles bonnes ou mauvaises? Bruce Stokes, Directeur du programme Global Economic Attitudes de Pew, présentera les résultats de cette enquête d'une ampleur sans précédent visant à recueillir et comparer les avis du public sur le commerce et l'investissement étranger, dans les économies émergentes, les économies en développement et les économies avancées, et indiquera les ventilations régionales et les résultats par pays.

1^{ER} OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
ST1 Salle S1	Russian National BRICS Research Council Eco-Accord Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO)	Les BRICS et l'Afrique: un partenariat pour le développement Aujourd'hui, l'Afrique reste confrontée à des problèmes de développement complexes, concernant principalement la croissance économique, l'amélioration de la qualité de la vie, l'industrialisation et le développement de l'infrastructure, la réduction de la pauvreté et l'inclusion sociale. Il est impossible de résoudre ces problèmes sans une coopération internationale effective. L'Afrique regarde avec espoir du côté des BRICS, moteur de la coopération Sud Sud, pour promouvoir le partenariat et proposer des solutions en vue d'un développement meilleur et plus inclusif. La Banque de développement des BRICS, qui devait voir le jour au Sommet de Fortaleza, et la réunion des Ministres du commerce des BRICS à l'OMC sont des exemples de la manière dont les 5 pays peuvent contribuer au bien-être mondial, y compris en Afrique. Au cours de la séance, les participants examineront l'état actuel et les perspectives du partenariat des BRICS dans les domaines de l'économie et du commerce. Des représentants de gouvernements, d'entreprises et d'ONG présenteront leurs points de vue sur les problèmes et les solutions, les moyens d'améliorer la coopération et les domaines possibles d'un partenariat pour le développement durable en Afrique. <i>Intervenants</i> • Natalia Strigunova, Deputy Director, Department of Asia and Africa, Ministry of Economic Development • Cao Yuanzheng, Chief Economist of Bank of China • Bipul Chatterjee, Deputy Executive Director, CUTS International • Olga Ponizova, Director, Eco-Accord • Georgy Toloraya, Executive Director for NCR BRICS <i>Modérateur</i> • Victoria Panova, Professor, MGIMO-University

1^{ER} OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
ST2 Salle W	Groupe de la Banque mondiale	Améliorer la compétitivité du commerce en Afrique: mettre le commerce au service des plus pauvres Cette séance examinera comment faciliter la participation des petits producteurs des pays en développement au commerce régional et international. L'accroissement du commerce des produits agricoles peut aider les gens à sortir de la pauvreté et améliorer les perspectives de croissance des pays en développement. La participation des petits producteurs au commerce, en particulier dans l'agriculture, dépend des infrastructures disponibles pour le transport et à la frontière, des services financiers et autres et des flux d'informations. En Afrique, les procédures à la frontière sont l'un des principaux obstacles à l'accroissement du commerce des produits agricoles. L'application et le respect des normes, la complexité des procédures à la frontière et la qualité des services logistiques ont un impact sur la capacité des petits producteurs à atteindre les marchés régionaux. La pertinence de l'Accord sur la facilitation des échanges et les possibilités qu'il offre seront mises en relief, en particulier en termes de simplification des procédures pour les commerçants ayant des connaissances et des capacités limitées. <i>Intervenants</i> • Minelik Alemu Getahun, Ambassador of Ethiopia to the World Trade Organization (WTO) • Arne Cartridge, Senior Director, Grow Africa, World Economic Forum (WEF) • Aurélie Oberti, Global Sustainability Manager, Cocoa Sustainability, Barry Callebaut • Ricardo Meléndez-Ortiz, CEO, International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) • Paul Brenton, Lead Economist, Trade and Competitiveness Global Practice, World Bank Group <i>Modérateur</i> • Anabel González, Senior Director, Trade and Competitiveness Global Practice, World Bank Group

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

1^{ER} OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
ST3 Salle D	Commission européenne	Les accords commerciaux régionaux: concurrents ou précurseurs du multilatéralisme? Au cours des dernières années, le paysage du commerce international a été transformé par la prolifération des accords régionaux (ACR). Cette évolution a suscité la crainte de voir le système commercial multilatéral affaibli et remplacé par une mosaïque de règles divergentes, coûteuses pour les opérateurs. Les avantages de l'approche multilatérale sont cependant bien compris, les ACR étant considérés comme la deuxième option quand l'OMC ne réussit pas à progresser. Les ACR peuvent maintenir la dynamique de l'ouverture commerciale et constituer un terrain d'essai pour de nouvelles solutions afin de combler les lacunes du corpus de règles mondiales. La séance confrontera les arguments et les preuves avancés par ceux qui ont une vision optimiste ou pessimiste de la relation entre les ACR et les négociations multilatérales. On examinera dans quelles conditions les engagements régionaux peuvent devenir des éléments constitutifs des futures règles multilatérales, en posant les questions suivantes: dans quelle mesure les dispositions des différents ACR sont-elles comparables? Quelle est leur relation avec les règles multilatérales existantes? Qu'est ce qui pourrait déclencher un retour vers le système commercial multilatéral? <i>Intervenants</i> • Iza Lejárraga, Senior Policy Analyst, Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) • Keith Hall, Chief Economist, United States International Trade Commission • Richard Baldwin, Graduate Institute, Geneva • Simon Evenett, University of St. Gallen

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

1^{ER} OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
ST4 Salle E	Commission des droits de l'homme du Kenya (KHRC)	Afrique et emplois - La création d'emplois décents grâce au commerce et à la valeur ajoutée Le continent africain est doté d'immenses ressources naturelles. Entre 2002 et 2012, les exportations de pétrole, de métaux et d'autres minéraux ont été à l'origine de plus des deux tiers de la croissance des exportations africaines; le pétrole brut a représenté à lui seul plus de 50% des exportations de marchandises du continent en 2012. Malgré l'augmentation de la part des exportations africaines sur le marché mondial, la contribution de l'Afrique au commerce mondial n'est encore que de 2,6%. Cela montre que l'Afrique n'est intégrée dans les chaînes de valeur mondiales qu'en tant que fournisseur de matières premières des pays développés. Alors que la population active du continent a augmenté de 91 millions de personnes au cours des 10 dernières années, seulement 37 millions d'emplois salariés ont été créés. Près de la moitié des Africains (48%) vivent dans l'extrême pauvreté; près des trois quarts des jeunes sont pauvres, 72% d'entre eux vivant avec moins de 2 dollars par jour; et le pourcentage de travailleurs est très élevé avec 46,5%. Les questions abordées au cours de cette séance seront les suivantes: • Implementation of the Trade Facilitation Agreement • Comment les entreprises africaines peuvent-elles s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales qui sont utiles pour créer des emplois? • Quelles leçons l'Afrique peut-elle tirer de l'expérience pour offrir des emplois et des moyens de subsistance décents à sa jeunesse dans le cadre du commerce mondial? • Comment intégrer l'équité et la justice dans le commerce mondial pour offrir des possibilités aux petits producteurs africains? • Comment les entreprises et les institutions multilatérales peuvent-elles utiliser leurs investissements pour créer des emplois décents et promouvoir une croissance inclusive en Afrique? <i>Intervenants</i> • Atsango Chesoni, Executive Director and Secretary to the board, Kenya Human Rights Commission (KHRC) • Yash Tandon, International Political Economist, Oxford, U.K. and former Executive

		Director, South Centre • Isabelle Ramdoo-Deputy, Head of Program, Economic Transformation and Trade, European Centre for Development Policy and Management (ECDPM) • Jane Nalunga, Country Director, Southern and Eastern Africa Trade Information and Negotiations Institute, (SEATINI), Uganda • Sylvester Bagooro, Program Coordinator, Africa Trade Network and Political Economy Unit Program Officer, Third World Network (TWN) • Guillermo Valles, Director, Division on International Trade in Goods and Services and Commodities, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) <i>Modérateur</i> • Fredrick Njehu, Program Advisor-Trade Justice, Economic and Social Rights Program, Kenya Human Rights Commission (KHRC)
--	--	---

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

1^{ER} OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
A1 Salle S2	Borderlex.eu Forum européen sur les services	Les services dans la ville – Comment le commerce des services contribue à la prospérité et à la qualité de la vie en milieu urbain Le monde s'urbanise rapidement. D'après les projections de l'ONU, 60% de la population mondiale vivra en zone urbaine à l'horizon 2030. La part de la population mondiale faisant partie de la "classe moyenne" – essentiellement urbaine – est en augmentation. L'urbanisation s'accompagne d'une augmentation de la part des services dans l'économie, car davantage de personnes travaillent dans le secteur des services, et les villes sont de plus en plus intégrées dans les marchés mondiaux. Parmi les services, on distingue: • ceux qui permettent aux villes de fonctionner et qui soutiennent l'économie urbaine et la qualité de la vie– infrastructure, construction et environnement; • ceux qui contribuent au développement du "capital humain" – éducation et santé; • ceux qui s'adressent aux entreprises et alimentent les réseaux de production mondiaux – généralement les services professionnels et financiers; • ceux qui répondent aux besoins des individus et des familles – magasins de détail, restaurants, assistantes maternelles, coiffeurs, etc. Le commerce des services consiste en investissements étrangers, en transactions transfrontières et en déplacements de personnes pour la fourniture ou l'achat de services. Les régimes juridiques internationaux tels que l'OMC, les accords commerciaux bilatéraux ou les accords d'investissement offrent un cadre pour le commerce des services. • Comment le commerce des services peut-il aider à rendre vivables les villes des pays émergents? • Comment le commerce des services peut-il contribuer à l'efficacité des services publics dans les économies avancées très endettées? • Quelles politiques les villes et les gouvernements peuvent-ils ou doivent ils poursuivre pour faire en sorte que le commerce des services soutienne l'économie et la qualité de la vie dans les villes? • L'OMC, les accords de libre-échange bilatéraux ou régionaux et les accords d'investissement constituent-ils un cadre international adéquat pour le commerce des services dans les villes du XXI^e siècle et pour répondre à leurs besoins en matière d'emploi, de qualité de la vie et d'environnement sain?

		<i>Intervenants</i> • Anka Schild, Senior Policy Advisor Trade and Foreign Economic Policies, Siemens AG • Fredrik Erixon, Director, European Centre for International Political Economy (ECIPE) • Margareta Drzeniek, Director and Lead Economist, Global Competitiveness and Benchmarking Network, World Economic Forum (WEF) • Sherry Stephenson, Senior Associate, International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) <i>Modérateur</i> • Iana Dreyer, Editor, Borderlex
--	--	---

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

1^{ER} OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
A2 Salle S3	Norwegian Trade Campaign	Accord sur les technologies de l'information (ATI) et biens environnementaux: nouvelles possibilités et nouveaux défis pour le développement durable Depuis quelque temps, le renforcement des capacités d'industrialisation nationales – ou la reconstitution des capacités manufacturières nationales – et la création d'emplois utilisant les technologies de l'information et les biens environnementaux sont des stratégies importantes adoptées par de nombreux pays, développés ou en développement. Dans ce contexte, il est particulièrement important de connaître le point de vue des personnes qui seraient concernées par les négociations entre les Membres de l'OMC sur l'extension potentielle de l'Accord sur les technologies de l'information (ATI) et la libéralisation ou l'élimination des droits de douane sur les biens environnementaux – syndicats, groupes de la société civile et consommateurs, notamment dans les pays africains. Les participants à cette séance de travail examineront comment les objectifs fixés, les propositions actuelles et les questions essentielles, y compris la création d'emplois, l'espace politique et le transfert de technologie, sont pris en compte dans les négociations. Ils évalueront en outre les difficultés et les possibilités mises en évidence par les négociations sur l'ATI II et les biens environnementaux concernant la promotion du travail décent et d'une mondialisation équitable dans tous les pays du monde. <i>Intervenants</i> • Georgios Altintzis, International Trade Union Confederation (ITUC) • Brian Kohler, IndustriALL Global Union • Sanya Reid Smith, Third World Network (TWN) • Gopalakrishnan Manicandan, Forum on FTAs, India

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

1^{ER} OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
ST5 Salle D	Coopération internationale sur l'agrément des laboratoires d'essais (CIAL) Forum international de l'accréditation (IAF) Organisation internationale de normalisation (ISO) Commission électrotechnique internationale (CEI)	Normes internationales et accréditation: éviter les obstacles et protéger les consommateurs On constate de plus en plus que les normes, l'accréditation et l'évaluation de la conformité ont un effet positif sur la facilitation des échanges internationaux en créant des conditions favorables à la croissance économique et en assurant la sécurité des consommateurs. Les intervenants, représentant de grands organismes de normalisation, d'accréditation et d'évaluation de la conformité, ainsi que des entreprises, donneront des exemples de la manière dont les normes et l'accréditation permettent au public d'avoir confiance dans la qualité des produits et des services, malgré la complexité des chaînes d'approvisionnement mondiales. <i>Intervenants</i> • Kerry McManama, Executive Secretary & COO, International Electrotechnical Commission (IEC) • Randy Dougherty, Chair, International Accreditation Forum (IAF) • Sean Mac Curtain, Director Conformity Assessment, International Organization for Standardization (ISO) • Merih Malmqvist Nilsson, Vice Chair, International Laboratory Accreditation Cooperation (ILAC) • Axel Mangelsdorf, Researcher at the Federal Institute of Materials Research and Testing, Visiting Researcher at the Technical University Berlin <i>Modérateur</i> • Jon Murthy, Executive Member, International Laboratory Accreditation Cooperation (ILAC) and International Accreditation Forum (IAF)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

1^{ER} OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST6 Salle S3	Union interparlementaire (UIP) Parlement européen	Le programme de l'après-Bali: quelle place pour un contrôle parlementaire? Les parlements sont responsables, par divers mécanismes institutionnels, du contrôle démocratique effectif du système commercial multilatéral incarné par l'OMC. Ils surveillent les négociations commerciales internationales et la mise en œuvre des engagements pris par les gouvernements. En tant que représentants des citoyens, les parlementaires sont bien placés pour écouter leurs préoccupations et leurs aspirations, et celles des entreprises et des autres parties prenantes, et pour les transmettre à l'OMC. Dans le même temps, les parlementaires doivent aussi veiller à ce que les bénéfices du commerce soient équitablement répartis et contribuent à la réduction de la pauvreté et des inégalités. Alors que l'OMC avance dans l'élaboration du programme de travail de l'après Bali, il est nécessaire d'insuffler un nouvel élan à la dimension parlementaire de l'OMC. La séance sera l'occasion d'examiner différentes solutions politiques pour relever ce défi. Elle s'adresse avant tout aux parlementaires, mais elle est ouverte à tous les autres participants au Forum de l'OMC, sous réserve des places disponibles. <i>Intervenants</i> • Ablassé Ouedraogo, Member of the National Assembly, Burkina Faso • Kil Jeong-woo, Member of the National Assembly, Republic of Korea • Bernd Lange, Member of the European Parliament, Chairman of the Committee on International Trade • Arancha González, Executive Director, International Trade Centre (ITC) Helmut Scholz, Member of the European Parliament <i>Modérateur</i> • Ravi Kanth Devarakonda, Inter Press Service correspondent in Geneva

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

1^{ER} OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
ST7 Salle E	UNI Global Union Internationale des services publics (PSI)	Pourquoi le projet d'accord sur le commerce des services (ACS) concerne tout le monde Plus de 50 gouvernements ont engagé des négociations sur un projet d'accord sur le commerce des services (ACS), en raison de l'impasse des discussions sur l'extension de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC. Les services sont le secteur qui connaît la plus forte croissance dans de nombreuses économies, et les règles régissant le commerce des services ont une incidence sur les décideurs, les organismes de réglementation et les services publics aux niveaux municipal, provincial et national. De nouvelles recherches montrent comment les consommateurs, les travailleurs et les utilisateurs des services publics seront affectés par les règlements en vertu desquels ils pourront à la fois fournir ces services et y accéder. Les disciplines qui pourraient figurer dans l'ACS modifieront les règles actuellement applicables au commerce des services et auront donc un impact sur les consommateurs, les travailleurs et les utilisateurs des services publics en ce qui concerne aussi bien la fourniture de services que l'accès aux services. Enfin, la réglementation des services a aussi une influence sur les objectifs mondiaux, tels que la stabilité financière mondiale, l'augmentation de la part des énergies durables dans les services énergétiques et les nouveaux Objectifs de développement durable, comme l'accès universel aux soins de santé, à l'éducation et à l'eau, qui seront tous affectés par les résultats des négociations sur le projet d'ACS. <i>Intervenants</i> • Daniel Bertossa, Director Policy and Governance, Public Services International (PSI) • Myriam vander Stichele, Senior Researcher, Centre for Research on Multinational Corporations (SOMO) • Peter Rossman, International Officer Campaigns and Communication, International Union of Foodworkers (IUF-UITA-IUL) • Sanya Reid Smith, Senior Researcher, Third World Network (TWN) • Stephen DeMatteo, Head of Post and Logistics, UNI Global Union

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

1^{ER} OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
ST8 Salle S1	Croplife International Fédération internationale de l'industrie du médicament (IFPMA) Innovation Insights	Une Afrique innovante: points de vue du secteur privé Cette séance de travail présentera des exemples réussis de collaboration entre des entreprises mondiales et des partenaires africains visant à mettre sur le marché de nouvelles technologies, à créer des emplois, à accroître les flux de connaissances et, en fin de compte, à augmenter les échanges et à améliorer le bien-être économique. La discussion portera en partie sur l'utilité des partenaires locaux, dont la contribution et la compétence sont essentielles pour mettre au point de nouvelles solutions permettant de répondre de manière efficiente aux besoins de ces marchés. Les secteurs suivants seront représentés: communication sans fil (TIC), biotechnologies agricoles, technologies de la santé et infrastructure/transport. Les intervenants, représentant des gouvernements africains, des ONG et le secteur privé, exposeront leurs points de vue sur ces collaborations entre plusieurs acteurs en Afrique (entreprises, gouvernements, groupes de réflexion et ONG). Ils expliqueront les possibilités qu'ils voient apparaître dans certains pays et certains secteurs et les innovations mises au point pour tirer parti de ces possibilités. Ils expliqueront aussi l'importance de la collaboration entre les entreprises mondiales et les acteurs locaux pour apporter des solutions de qualité, adaptées à chaque marché. Chaque intervenant présentera un projet, en expliquant comment il a permis de créer des flux de connaissances, d'améliorer la capacité d'absorption locale, de développer et de déployer des technologies, et d'intégrer les partenaires locaux dans les réseaux mondiaux de R&D et dans les chaînes d'approvisionnement. Les intervenants identifieront les politiques commerciales qui ont accéléré la réussite de leurs projets et les politiques nationales, régionales et mondiales en matière de commerce et d'innovation qui pourraient soutenir la poursuite de la collaboration et du déploiement des technologies dans un certain nombre de pays africains. Ils présenteront ensemble 4 projets menés dans 4 pays distincts. <i>Intervenants</i> • Dehou Dakuo, Director of Cotton Production, Société Burkinabè des Fibres Textiles (Sofitex), Burkina Faso • Leigh Gunkel-Keuler, Head of Corporate Affairs, Pfizer, South Africa • Evan Lee, Vice President, Global Health Programs, Eli Lilly & Co.

		• Agbokponto Soglo Bienvenu, Senior Manager, Government Affairs, Qualcomm • Ouattara Zanga Mamadou, General Secretary, National Union of Cotton Producers (UNPCB), Burkina Faso <i>Modérateur</i> • Stuart Harbinson, Independent Senior International Trade Policy Consultant
--	--	--

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

1^{ER} OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
ST9 Salle S2	Centre du commerce international (CCI)	De la conscience des consommateurs aux normes de durabilité - Quel rôle pour les décideurs? L'évolution rapide des initiatives en faveur de la durabilité dans les chaînes d'approvisionnement internationales nous concerne tous: consommateurs, producteurs, acheteurs et décideurs. Pour faire face à la prolifération des normes, codes et bonnes pratiques en matière de durabilité, le Centre du commerce international organise une table ronde entre praticiens d'organisations publiques et privées, de PME et de multinationales pour permettre le partage d'expériences et apporter un éclairage sur l'un des éléments les plus complexes et les plus déroutants, bien qu'extrêmement important, de l'agenda international en matière de commerce et de développement. Les problèmes de durabilité dans les chaînes d'approvisionnement internationales s'accroissent et l'attention sur l'importance de la création d'emplois décents gagne du terrain. Les consommateurs demandent des produits bon marché, mais aussi, de plus en plus, des produits ayant moins d'impact sur l'environnement et qui tiennent davantage compte des pratiques en matière de travail. Dans ce paysage en évolution rapide, il y a des questions quant à savoir si les normes sont une nouvelle forme de protectionnisme commercial et sur la façon dont ces normes doivent être mises en œuvre. Celles-ci seront certaines des questions évoquées durant l'événement, notamment l'impact de la prolifération des normes en Afrique et dans d'autres régions en développement, en mettant l'accent sur les communautés les plus vulnérables. Elle se poursuivra à l'OMM le 2 octobre par un examen des points de vue des fournisseurs et des acheteurs; une séance de travail consacrée à l'examen des outils et des études de cas; et une dernière séance, on se demandera comment avancer vers un ensemble de principes fondamentaux en faveur du commerce durable. <i>Intervenants</i> • Arancha González, Executive Director, International Trade Center (ITC) • Julia Marton-Lefèvre, Director General, International Union for Conservation of Nature (IUCN) • Nandu Nandkishore, Executive Vice President, Nestlé S.A. • Sandra Gallina, Director, Sustainable Development, Economic Partnership Agreements –

		African, Caribbean and Pacific; Agri-food and Fisheries, DG Trade, European Commission • Dominik Ziller, Deputy Director General (designated) Global Cooperation, Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ), Germany • Ronald Saborio, Ambassador and Permanent Representative of Costa Rica to the World Trade Organization (WTO) <i>Modérateur</i> • Lanre Akinola, Editor, This is Africa, Financial Times Ltd.
--	--	---

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

1^{ER} OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
ST10 Salle W	Chambre de commerce internationale (CCI)	Programme de l'ICC pour le commerce mondial: priorités des entreprises pour l'après-Bali Les entreprises – petites, moyennes ou grandes – produisent des biens et des services qui sont vendus quotidiennement à travers le monde. La technologie, notamment grâce à Internet, permet à de nouvelles entreprises d'accéder au marché mondial. L'une des difficultés rencontrées par les entreprises dans une économie mondiale de plus en plus intégrée est l'absence de règles mondiales ou leur inadéquation dans de nombreux domaines essentiels. L'OMC a un rôle crucial à jouer dans l'élargissement et la modernisation des règles internationales régissant le commerce et l'investissement pour instaurer un système multilatéral du XXI^e siècle fondé sur des règles et générateur de croissance et d'emplois. Cette séance de travail sera l'occasion d'un débat dirigé sur les priorités des entreprises après Bali dans le cadre du programme de l'ICC pour le commerce mondial, afin d'élaborer des règles mondiales qui permettent aux gouvernements et aux entreprises de faire en sorte que le commerce et l'investissement contribuent au mieux à la croissance économique et à la création d'emplois. <i>Intervenants</i> - James Bacchus, Chair, ICC Commission on Trade and Investment Policy; Chair, Global Practice Group, Greenburg Traurig; former Chairman of the World Trade Organization (WTO) Appellate Body; former US Congressman - Hadia FakhrEIDin, Member, ICC Commission on Trade and Investment Policy; Acting Vice Dean, Faculty of Business Administration, Economics and Political Science, The British University in Egypt - Alejandro Jara, Member, ICC Commission on Trade and Investment Policy; Senior Counsel, King & Spalding; Former World Trade Organization (WTO) Deputy Director-General - Gabriela Wurcel, Member, ICC Commission on Trade and Investment Policy; Director of International Trade, Philip Morris International <i>Modérateur</i> - Nicolle Graugnard, Policy Manager, Commission on Trade and Investment Policy, ICC International Secretariat

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

1^{ER} OCTOBRE 2014

17h00 -19h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
ST11 Salle S1	Internet Society (ISOC) Internet Corporation for Assigned Names and Numbers, Inc (ICANN)	Développement de l'écosystème Internet: lever les obstacles à la connectivité Internet pour créer plus de possibilités économiques et de croissance Les participants à cette séance examineront les obstacles à la connectivité Internet dans les régions en développement, y compris la connectivité transfrontières et l'infrastructure d'hébergement et de fourniture de contenus locaux. La suppression de ces obstacles réduira les coûts pour les utilisateurs et améliorera les services Internet. Cela favorisera l'ensemble de l'écosystème Internet en permettant à un plus grand nombre d'utilisateurs d'être en ligne et en augmentant l'utilisation, tout en établissant un marché pour les contenus et les applications produits localement, en créant des emplois et en élargissant les possibilités économiques dans toute la région. Nous donnerons des exemples des avantages économiques dont bénéficient les pays en développement qui ont levé les obstacles à l'accès à Internet. Des pays comme le Kenya ont créé une économie florissante basée sur Internet, qui a renforcé la création de contenus locaux et la création d'emplois de haute technologie. Au moyen de ces exemples et d'études, nous identifierons les meilleures pratiques en matière de politiques et de cadre réglementaire, en nous concentrant sur les activités régionales et transfrontières qui contribuent à promouvoir un Internet ouvert pour tous et partout. Inversement, nous montrerons comment des politiques restrictives telles que la réglementation des contenus et le blocage de l'accès international peuvent entraîner un ralentissement de la croissance économique et une fragmentation d'Internet. <i>Intervenants</i> • Tarek Kamel, Special Advisor to the CEO for Government Relations, Internet Corporation for Assigned Names and Numbers, Inc. (ICANN) • Konstantinos Komaitis, Policy Advisor, Internet Society (ISOC) • Ronald Saborío, Ambassador and Permanent Representative of Costa Rica to the World Trade Organization (WTO) • Ferdinand Kjærulff, CEO and co-founder, CodersTrust • Philippa Biggs, Coordinator, Broadband Commission at International Telecommunications Union (ITU) <i>Modérateur</i>

		• Michael Kende, Chief Economist, Internet Society (ISOC)
--	--	---

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

1^{ER} OCTOBRE 2014

17h00 -19h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
ST12 Salle E	Chevez Ruiz Zamarripa	L'ALENA, 20 ans après – Création d'emplois et avantages pour les consommateurs en Amérique du Nord En 20 ans, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a procuré des bénéfices considérables aux pays en développement et aux pays développés qui l'ont signé. La séance permettra d'examiner comment l'ALENA a contribué à la création d'emplois et à la réorientation de l'emploi et comment les consommateurs ont bénéficié de la libéralisation du commerce des biens et des services. Des représentants des secteurs sur lesquels l'ALENA a eu un impact, positif ou négatif, feront part de leur expérience des 20 années d'application de l'Accord. Le panel multidisciplinaire analysera aussi l'influence que l'ALENA a eue sur le système commercial multilatéral depuis la création de l'OMC, qui atteint elle aussi le cap des 20 ans. Enfin, les participants analyseront les lacunes de l'ALENA, accord du XXe siècle, et se demanderont s'il est nécessaire de l'actualiser pour l'adapter aux défis présents et futurs, et s'il est possible de le faire en négociant des traités de nouvelle génération tels que le Partenariat transpacifique (PTP). <i>Intervenants</i> • Fernando de Mateo y Venturini, Ambassador and Permanent representative of Mexico to the World Trade Organization (WTO) • James Bacchus, Chair of the Global Practice Group, Greenberg Traurig; Chair of the ICC Commission of Trade and Investment Policy; former Chairman of the World Trade Organization (WTO) Appellate Body; and former Member of the US Congress • Mauricio Soriano, Vice-President of the National Chamber of the Tequila Industry • Eduardo Díaz Gavito, Partner at Chevez, Ruiz, Zamarripa y Cía, S.C.

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

1^{ER} OCTOBRE 2014

17h00 -19h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
A3 Salle S3	Division de la recherche économique et des statistiques de l'OMC	Pourquoi le financement du commerce est-il important ou comment le crédit commercial facilite les échanges: quelques exemples concrets Le commerce aurait du mal à exister sans financement: 60 à 80% des transactions commerciales nécessitent un crédit ou une garantie financière. Chaque jour, les banques multilatérales de développement, les organismes de crédit à l'exportation et les banques financent des milliards de transactions qui constituent le commerce au quotidien. Les lieux où se tiennent traditionnellement des foires commerciales ou des foires internationales, de Singapour à Genève, en passant par New York ou même le détroit de Malacca, rassemblent des banquiers, des transporteurs et des commerçants, qui sont les acteurs clés du commerce. Les professionnels du financement du commerce ont de nombreuses anecdotes sur la façon dont ils contribuent à faire du commerce et des emplois une réalité, y compris dans les endroits les plus difficiles du monde. En ce qui concerne, par exemple, le financement des produits de base, les banques qui endossent les lettres de crédit ont un contrôle sur la marchandise et contribuent concrètement à son acheminement depuis le vendeur jusqu'à l'acheteur. Les institutions multilatérales sont souvent les garants en dernier ressort du risque de paiement. <i>Intervenants</i> • Naomi Chakwin, Representative, European Representative Office, Asian Development Bank • Lamin Drammeh, Principal Trade Banker, Trade Finance Facilitation Program, African Development Bank • Susanne Kavelaar, Trade and Supply Chain officer, Trade and Supply Chain Program, IFC, World Bank Group • Jean-François Lambert, Managing Director, Global Head Commodity and Structured Trade Finance, HSBC Bank Plc • Alexander R. Malaket, CITP, President OPUS Advisory Services International Inc; Member of the Executive committee, ICC Banking Commission • Marco Nindl, Principal Trade Finance Banker, EBRD Trade Facilitation Programme (TFP) <i>Modérateur</i> • Marc Auboin, Counsellor, ERSD; Secretary of the World Trade Organization (WTO) Working Group on Trade, Debt and Finance

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

1^{ER} OCTOBRE 2014

17h00 -19h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
A4 Salle S2	Africa Youth Growth Foundation	Amélioration des relations commerciales entre l'Afrique et l'Occident: possibilités et défis Cet atelier vise à mieux faire connaître le marché nigérian et à encourager les entreprises agroalimentaires, en mettant l'accent sur les possibilités commerciales et la nécessité de donner une autonomie économique aux femmes et aux jeunes en Afrique. La discussion sera centrée sur les problèmes des entreprises, notamment le manque de financement, la mauvaise connaissance des méthodes économiques modernes, les contraintes commerciales et le manque d'intrants agricoles de qualité en Afrique. La pauvreté et la faim étant les causes profondes de l'insécurité et de la violence politique, la mise en œuvre adéquate de la proposition permettrait d'enrayer ces menaces et de faire de nouveau du Nigéria et de l'Afrique des destinations d'investissements, ce qu'ils ont toujours été en raison de l'abondance de leurs ressources naturelles et de leur capital humain. <i>Intervenants</i> • Arome Salifu, Executive Director, Africa Youth Growth Foundation • Kingsley Ikechukwu Udo, Programme Manager, Africa Youth Growth Foundation

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

1^{ER} OCTOBRE 2014

17h00 -19h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
A5 Salle B	FairShopping Foundation	Comment modifier les comportements économiques pour assurer une consommation durable Le commerce relie les individus. Les consommateurs sont reliés aux producteurs, souvent à l'autre bout du monde. Nous voulons tous que nos produits aient un impact positif sur leur vie et les aident à avancer. Mais bien souvent ce n'est malheureusement pas le cas. La Fondation pour le commerce équitable des Pays Bas expliquera quels outils elle utilise pour sensibiliser les consommateurs et modifier leur comportement économique. Elle présentera des exemples de projets visant à favoriser une consommation plus durable aux Pays-Bas. Le but de l'atelier est d'échanger des expériences concernant d'autres projets et d'autres pays afin d'intensifier les efforts. <i>Intervenants</i> • Elisa Huijsman, Board Member, FairShopping Foundation • Mark van Kollenburg, Treasurer, FairShopping Foundation • Karen Kammeraat, Chair, FairShopping Foundation

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

1^{ER} OCTOBRE 2014

17h00 -19h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
A6 Salle W	Center for Global Development	En quoi les politiques commerciales de l'Europe et des États-Unis sont-elles importantes pour les pays en développement? Les politiques des pays riches ont un impact considérable sur les perspectives commerciales des pays en développement et leurs citoyens. La question de l'impact des politiques commerciales des pays industrialisés sur les pays africains et sur leur population est particulièrement importante au moment où les États Unis et l'UE négocient un accord commercial bilatéral qui pourrait désavantager encore plus les pays africains et les autres pays en développement. L'indice d'engagement pour le développement mesure l'ouverture des pays riches au commerce avec les pays en développement (entre autres domaines d'action). Il indique que les pays riches n'ont pas réduit leurs restrictions au commerce des pays en développement au cours des 10 dernières années et que l'OMC joue un rôle clé dans l'élimination de ces obstacles. L'objectif de l'atelier est d'amener les experts à examiner les faits et à identifier des mesures pour promouvoir le commerce de l'Europe et des États Unis avec les pays en développement. Les participants examineront aussi les incidences potentielles du PTCI et formuleront des recommandations pour que les négociations en cours ne négligent pas les conséquences importantes pour les pays en développement. <i>Intervenants</i> • Owen Barder, Senior Fellow and Director for Europe, Center for Global Development • Simon Evenett, Professor, University of St. Gallen • Patrick Messerlin, Director of Groupe d'Economie Mondiale, Sciences Po

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

1^{ER} OCTOBRE 2014

17h00 -19h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
A7 Salle D	Universities Allied for Essential Medicines (UAEM)	Pôles d'innovation pour le XXI^e siècle: de nouvelles approches de la gestion de la propriété intellectuelle dans les universités La propriété intellectuelle, l'innovation et le rôle des universités sont des sujets de discussion bien connus à l'OMC. Ils n'ont rien perdu de leur actualité. En fait, comme l'ère des négociations commerciales axées sur l'abaissement des droits de douane commence à être révolue, les mesures non tarifaires prennent de plus en plus d'importance. Dans le même temps, les pays en développement comme les pays développés sont confrontés aux menaces de résistance antimicrobienne et de progression des maladies non transmissibles. À l'évidence, la nécessité de véritables innovations dans le domaine de la santé est plus grande que jamais. Or, le prix élevé des nouveaux traitements grève les budgets publics dans le monde entier. La diffusion très large des ARV a permis d'endiguer la pandémie de SIDA, donnant à la communauté mondiale l'espoir que les immenses avantages de l'innovation médicale pourront profiter à tous. Comment mettre l'innovation au service de tout le monde et faire en sorte que l'accès abordable aux traitements soit la règle, et non l'exception? Joignez-vous à nous pour explorer les nouveaux paradigmes de l'innovation en santé, sur la base d'études de cas du monde entier. <i>Intervenants</i> • James Love, Director, Knowledge Ecology International • Marcela Paiva Veliz, Counsellor, Permanent Mission of the Chile to the World Trade Organization (WTO) • Robert Don, Discovery and Preclinical Director, Drugs for Neglected Diseases Initiative (DNDi) • Lukas Fendel, Executive Director, Universities Allied for Essential Medicines (UAEM) Europe • Anthony So, Duke University, Sanford School of Public Policy <i>Modérateur</i> • Yuan Qiong Hu, Intellectual Property Advisor, MSF Access

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

19h15 – 21h15

Reception

Hall de la Salle CR

2 OCTOBRE 2014

10h00 – 12h00

DEBAT EN SÉANCE PLÉNIÈRE
Ce que le commerce signifie pour l'Afrique
Salle CR

Débat

Ce que le commerce signifie pour l'Afrique

Intervenants

- Roberto Azevêdo, Directeur général, Organisation mondiale du commerce (OMC) - introduction
- Issam Chleuh, Fondateur et Directeur général d'Africa Impact Group
- Razia Khan, Head, Macro Research, Africa Standard Chartered
- Autres intervenants à confirmer

Modératrice

- Julie Gichuru, journaliste et présentatrice de Citizen TV

12h15 – 13h00

Projecteur sur ...

La Librairie et la Bibliothèque de l'OMC présentent un livre et son auteur (Atrium)

Participation africaine à l'Organisation Mondiale du Commerce: Aspects juridiques et institutionnels, 1995-2010

*Le comportement des pays africains membres de l'OMC en matière de politique commerciale est le sujet principal de ce livre. En examinant leur efficacité dans le système commercial multilatéral, l'auteur identifie les étapes clés à suivre pour renforcer leur participation au système. **Auteur:** Joan Apecu Laker, économiste à la division du conseil et du comité des négociations commerciales de l'Organisation Mondiale du Commerce. **Intervenant:** Chiedu Osakwe, Organisation Mondiale du Commerce (OMC)*

2 OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST13 Salle W	Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD)	Quand tout le monde peut faire du commerce avec tout le monde Les petites entreprises et les individus participent de plus en plus au commerce mondial en échangeant directement entre eux ou par l'intermédiaire de grandes entreprises à travers les chaînes d'approvisionnement mondiales. Basé sur le commerce électronique et les plates formes de commerce des services, ce nouveau modèle dépend aussi des aspects traditionnels du commerce international comme le transport et la logistique. L'émergence de micro, petits et moyens commerçants et l'apparition de nouveaux marchés seront examinées au cours de la séance. Quels sont leurs conséquences pour les politiques de l'emploi et de la main d'œuvre? Quels règles commerciales favorisent ou d'entravent ces relations émergentes? Quels sont les implications de ce nouveau modèle commercial pour les responsables politiques pour modifier la valeur du commerce dans la politique intérieure? <i>Intervenants</i> • Sherry M. Stephenson, Senior Associate, International Centre for Trade and Sustainable Development, (ICTSD) • Marcelo Olarreaga, Professor of Economics at the University of Geneva and Research Fellow at the Centre for Economic Policy Research (CEPR) • Kjetil Olsen, Vice President, International Elance oDesk • José Manuel Salazar-Xirinachs, Assistant Director General for Policy, International Labour Organization (ILO) • Harsha V. Singh, Senior Associate, International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) <i>Modérateur</i> • Andrew Crosby, Managing Director, International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
ST14 Salle S1	Institute of Developing Economies-Japan External Trade Organization (IDE-JETRO)	De la tragédie de l'usine de confection au Bangladesh à l'initiative pour des "travailleurs heureux": pour une répartition équilibrée des avantages du commerce mondialisé Comment équilibrer la répartition des avantages du commerce international entre les différents acteurs économiques, notamment les entreprises, les consommateurs et les travailleurs? Les discussions à ce sujet ont tendance à se concentrer sur la contribution du commerce à la croissance économique et au développement des pays en développement, mais les travailleurs mal payés sont parfois absents du tableau. En présentant la tragédie du Rana Plaza au Bangladesh en 2013 et l'initiative "Travailleurs heureux", les intervenants examineront le déséquilibre des avantages dans le système commercial international et comment y remédier. Ils engageront également un débat avec l'auditoire sur la manière dont les entreprises et les consommateurs peuvent contribuer à équilibrer les avantages en aidant à améliorer les conditions de travail et le bien être des ouvriers dans les usines du monde entier. Ces échanges donneront une idée de la façon dont des initiatives comme celle des "Travailleurs heureux" peuvent être lancées dans différents secteurs et pays pour que le commerce international procure vraiment des avantages au niveau mondial. <i>Intervenants</i> • Abu Shonchoy, Research Fellow, Institute of Developing Economies-Japan External Trade Organization (IDE-JETRO); Adjunct Assistant Professor, University of Tokyo • Mari Nakamura, Research Fellow, Poverty Alleviation and Social Development Studies Group, Development Studies Center, Institute of Developing Economies-Japan External Trade Organization (IDE-JETRO) • Edgard R. Rodriguez, Sr. Program Specialist, Supporting Inclusive Growth (SIG), International Development Research Centre, Canada • M. Abdus Salam, Chief Executive, Gana Unnayan Kendra (GUK), Bangladesh • Masaki Wada, Executive Director, Energetic Green <i>Modérateur</i> • Sato Kan Hiroshi, Director-General, Executive Senior Research Fellow, Institute of Developing Economies – Japan External Trade Organization (IDE-JETRO)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST15 Salle D	Chaire de l'OMC	Implications de la Zone de libre-échange pilote de Chine (Shanghai) pour le commerce mondial et les possibilités d'emploi La réforme engagée en Chine dans la zone franche pilote de Shanghai est un processus graduel, et l'on se demande encore dans quelle mesure la Chine ouvrira son marché (notamment pour le commerce des services, l'investissement et le secteur financier). Cette séance vise à offrir aux chercheurs une plateforme de discussion et d'échange sur les grandes questions concernant la zone franche pilote de Shanghai et le nouveau système économique ouvert de la Chine et son impact possible sur le commerce mondial et l'investissement. En tout état de cause, une économie ouverte avec moins d'obstacles non tarifaires dans le secteur des services facilitera le commerce mondial et la création d'emplois dans le pays et dans les autres Membres de l'OMC. <i>Intervenants</i> • Lei Zhang, Professor, Shanghai University of International Business and Economics (SUIBE) • Qingyun Jiang, Professor, Shanghai University of International Business and Economics (SUIBE) • Qian Wang, Professor, Shanghai University of International Business and Economics (SUIBE) •

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST16 Salle S2	International Chamber of Commerce UK (ICC UK)	Le commerce des ressources naturelles – Comprendre la dynamique, libérer le potentiel Les ressources naturelles occupent une place importante et croissante dans le commerce mondial et, si elles sont bien gérées, elles peuvent fournir une variété de produits qui contribuent grandement à la qualité de la vie. Le commerce des produits de base est l'une des plus anciennes formes d'activité économique. Pourtant, malgré son rôle central dans la vie quotidienne – des aliments que nous consommons à l'énergie que nous utilisons pour éclairer nos habitations –, il est souvent très mal compris et fait l'objet de controverses depuis quelque temps. Cette séance tentera de démystifier la nature du commerce mondial des produits de base, en examinant à la fois sa contribution au bien-être économique et social et les techniques et procédés utilisés par les entreprises qui y participent. Les intervenants exposeront leur point de vue sur certains des problèmes de politique publique qui se posent en période de rareté des ressources et de volatilité des prix et ils examineront les instruments multilatéraux qui pourraient être employés pour mieux tirer parti du commerce des ressources naturelles. <i>Intervenants</i> • Andrew Gowers, Global Head of Corporate Affairs, Trafigura • Craig Pirrong, Director, Global Energy Management Institute, Bauer College of Business, University of Houston • Alexander Keck, Counsellor, Economic Research and Statistics Division, World Trade Organization (WTO) • Edward Harris, Head of Communications, Africa Progress Panel <i>Modérateur</i> • Peter Gooderham, UK Director, International Chamber of Commerce

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST17 Salle E	Our World Is Not for Sale network (OWINFS)	Perspectives pour le commerce, le développement et la réduction des inégalités: le Programme de Doha, l'après-Bali et les objectifs de développement durable pour l'après-2015 Les règles qui régissent le système commercial mondial ont un impact sur tout le monde – Africains, PMA, travailleurs, agriculteurs, consommateurs. Pourtant, ces groupes ont beaucoup moins de moyens d'influencer le système que les pays et les groupes puissants, y compris les entreprises. Mais, cette année, deux grands sujets sont apparus dans le débat public: les inégalités et les Objectifs de développement durable (ODD). Cela pourrait avoir un effet positif sur la plupart des gens dans le monde. Les négociations en cours à l'OMC à la suite du paquet de Bali et dans le cadre du Cycle de Doha établiront les règles par lesquelles le commerce pourrait accentuer ou réduire les inégalités et pourrait être un moyen d'élargir ou de réduire la marge de manœuvre politique nécessaire pour réaliser les ODD. Cette table ronde réunira des experts d'Afrique et des PMA ainsi que des personnes qui travaillent sur les ODD pour réduire les inégalités par la création d'emplois, afin d'examiner comment l'avenir du commerce mondial peut avoir un effet positif sur tous. <i>Intervenants</i> • KM. Gopakumar, Legal Advisor and Senior Researcher, Third World Network (TWN) • Deborah James, International Program Director, Center for Economic and Policy Research • Sylvester Bagooro, Program Coordinator, Africa Trade Network (ATN) • Esther Busser, Associate Director, Geneva Office, International Trade Union Confederation (ITUC) • Sanya Reid Smith, Senior Researcher, Third World Network (TWN)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
A8 Salle B	White & Case LLP	La gestion des données et la protection des consommateurs dans une économie mondialisée: opportunité ou menace? La mondialisation du commerce et de l'activité économique a entraîné un développement spectaculaire du commerce électronique. Les consommateurs du monde entier sont exposés à des incertitudes concernant les données personnelles qu'ils communiquent couramment et les divers régimes réglementaires qui les régissent. En même temps, la gestion de ces données est de plus en plus stratégique pour les entreprises. Cette séance portera sur la nécessité pour l'OMC de se pencher sur le problème de la réglementation des données personnelles, afin d'éviter l'apparition de nouveaux obstacles au commerce. Comment protéger les droits des consommateurs sans créer des obstacles non nécessaires au commerce international? L'OMC est-elle équipée pour s'attaquer à ces problèmes? Les règles actuelles peuvent-elles être utilisées pour protéger les intérêts des consommateurs? Les intervenants tenteront d'apporter des réponses à ces questions nouvelles et pourtant très sensibles. <i>Intervenants</i> • Ashley Winton, Partner, White & Case LLP, London • Nicholas Hodac, Governmental Programs Executive, IBM Governmental Programs Europe, Brussels • Rolf H. Weber, Chair for International Business Law, Faculty of Law, University of Zurich • Duane Layton, Partner, Mayer Brown, Washington <i>Modérateur</i> • Brendan McGivern, Partner, White & Case LLP, Geneva

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
A9 Salle S3	Bureau Quaker auprès des Nations Unies (QUNO)	Commerce des produits agricoles et sécurité alimentaire – Les avantages sont-ils véritablement inclusifs? Les participants à cette séance de travail examineront les liens entre la sécurité alimentaire, la politique agricole et les règles commerciales, notamment dans les pays en développement qui peuvent être vulnérables à l'insécurité alimentaire mais qui jouent un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire pour tous. Ils évoqueront la diversité des acteurs du commerce des produits agricoles, qui ont des intérêts différents dans les États membres. Ils parleront en particulier des pays dans lesquels les petits agriculteurs restent les principaux fournisseurs de denrées alimentaires et d'autres services en développant et maintenant des systèmes agrobiologiques divers. Ces considérations seront examinées afin de trouver des moyens d'assurer une interaction positive entre le commerce et les objectifs de sécurité alimentaire des pays. <i>Intervenants</i> • Susan H. Bragdon, Representative, Food & Sustainability, Quaker United Nations Office (QUNO) • Jennifer Clapp, Professor & Canada Research Chair in Global Food Security and Sustainability, University of Waterloo • Jerome Bunyi , Agricultural Attaché, Philippine Permanent Mission to the World Trade Organization (WTO) • Morrison Rwakakamba Twesigye, CEO, Agency for Transformation

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

13h00 - 15h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
ST18 Salle S3	CUTS International	Coopération économique et protection des consommateurs: une situation gagnant-gagnant pour toutes les parties prenantes D'après les versions classiques et modernes des théories du commerce, la libéralisation des échanges profite aux consommateurs, car elle leur donne accès à une plus grande variété de produits moins chers et de meilleure qualité que ce que leur pays pourrait leur offrir. Cela est dû au fait que le commerce international permet la spécialisation, tire parti des économies d'échelle et génère de la concurrence sur les marchés. Non seulement cela améliore le bien être des consommateurs, mais encore cela permet la répartition plus efficiente des ressources et accroît la productivité, 2 éléments essentiels pour le progrès économique. Le bien être des consommateurs et le bien être des producteurs sont donc 2 résultats d'un régime commercial international efficace associé à une réglementation intérieure appropriée. Cette séance permettra de mieux comprendre les gains de bien être que la libéralisation du commerce procure aux consommateurs et comment leurs intérêts peuvent être mieux représentés dans le domaine de la politique commerciale pour réaliser ces gains. Elle identifiera les avantages politiques plus larges associés à la coopération économique, à la bonne gouvernance et à leur impact sur le bien être des consommateurs. <i>Intervenants</i> • Harsha Vardhana Singh, Former Deputy Director General, World Trade Organization (WTO) • Herbert Ladwig, Managing Director, Global Organic Textile Standards • Peter Draper, Senior Research Fellow, South African Institute of International Affairs (SAIIA) • Octavia Cerchez, Professor of International Economics, University of Business and International Studies • Phillip Evans, Deputy Chair, Competition and Markets Authority • Mohammad A. Razzaque, Adviser & Head, International Trade Policy Section, Economic Policy Division, Commonwealth Secretariat <i>Modérateur</i> • Bipul Chattopadhyay, Deputy Executive Director, CUTS & Head, CUTS Centre for International Trade, Economics & Environment (CITEE)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST19 Salle S1	Organisation internationale du travail (OIT) Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) Centre du commerce international (CCI)	Commerce et emplois dans une économie verte S'il est convenablement réglementé, le commerce international peut favoriser l'évolution vers une économie verte inclusive. L'emploi est un aspect important du pilier social de la transition vers une économie verte. Les participants examineront la relation entre le commerce durable, le commerce dans les secteurs écologiques et la création d'emplois, en présentant des exemples de bonnes pratiques dans les pays en développement. La séance permettra de mieux comprendre les synergies et les interconnexions entre le commerce et l'emploi dans une économie verte inclusive, tout en reconnaissant les difficultés que cela soulève. Elle montrera le rôle important du commerce et des négociations commerciales multilatérales pour aider les pays à transformer leur économie en une économie à faible émission de carbone, économe en ressources et socialement inclusive. <i>Intervenants</i> • Fulai Sheng, United Nations Environment Programme (UNEP) • Kamal Gueye, International Labour Organization (ILO) • Alexander Kasterine, International Trade Centre (ITC) • Brendan Vickers, Head of Research and Policy, Department of Trade and Industry, South Africa <i>Modératrice</i> Bernice Lee, Director, Head of Climate Change and Resource Security Initiatives, World Economic Forum (WEF)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST20 Salle D	Centre de consultation sur les affaires de l'OMC de Shanghai (SCCWTO) Université Fudan	Commerce et emploi – Le processus de développement de la Chine Depuis l'âge d'or du début des années 1980, qui a marqué le début des réformes et de l'ouverture, la Chine a connu des changements considérables et s'est engagée sur la voie de la régénérescence nationale. Que s'est-il passé sur le marché du travail chinois? Comment le commerce influence-t-il sur l'emploi en Chine? Quels changements la mondialisation apporte-t-elle aux programmes de protection sociale et de sécurité sociale? Quelles réformes sont possibles dans l'avenir? Avons-nous tiré les leçons de l'expérience des politiques publiques visant à promouvoir l'emploi? Mme Marion Jansen, Économiste en chef au Centre du commerce international, et M. Pierre Concialdi, de l'Institut de recherches économiques et sociales (France), ainsi que 2 chercheurs de l'Université Fudan de Shanghai, Mme Jin Feng, spécialiste des questions de sécurité sociale, d'économie du travail et d'économie de la santé, et M. Hua Lu, spécialiste des politiques financières visant à promouvoir l'emploi pendant la mondialisation, examineront ces questions à la lumière de leurs connaissances et de leur expérience. <i>Intervenants</i> • Marion Jansen, Chief Economist, International Trade Centre (ITC); former Counsellor, Economic Research and Statistics Division, World Trade Organization (WTO) • Pierre Concialdi, Researcher, Research Institute of Economics and Sociology in France (IRES) • Jin Feng, Professor of Economics and Associate Dean of Economics Faculty, Fudan University; Researcher, Employment and Social Security Research Center, Fudan University and Fudan Development Institute • Hua Lu, Lecturer of Economics and Assistant to the Dean of School of Economics, Fudan University <i>Modérateur</i> • Zhigang Yuan, Dean of the School of Economics and Director of Employment and Social Protection Research Center, Fudan University

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
ST21 Salle E	Union suisse des paysans (SFU) Organisation Mondiale des Agriculteurs (OMA)	Commerce et agriculture familiale: possibilités et défis L'ONU a déclaré l'année 2014 "Année internationale de l'agriculture familiale". Dans les débats internationaux sur la question de l'agriculture familiale, il est établi un lien étroit et controversé avec la question du commerce, et l'on aurait tort de ne pas profiter de cette occasion pour en discuter au Forum public de l'OMC de cette année 2014. "Pourquoi le commerce nous concerne tous": l'alimentation, et donc l'agriculture, nous concerne tous! La sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire et la mondialisation des chaînes alimentaires et du commerce des produits alimentaires sont des questions de plus en plus importantes. Les individus veulent avoir à manger tous les jours (le commerce et les consommateurs). Dans de nombreux pays, la société dépend en grande partie des revenus tirés de l'agriculture et du commerce des produits alimentaires (le commerce et l'emploi, le commerce et l'Afrique). Il s'agit pour la plupart de familles de petits agriculteurs ou de gros exploitants. Ces exploitations familiales et leurs chaînes de valeur vendent leurs produits aux niveaux national et international. Mais elles achètent aussi des denrées alimentaires (l'emploi et les consommateurs). Or, elles ont besoin d'un environnement commercial transparent, prévisible et responsable pour travailler. Un système commercial international plus ouvert offre de nouvelles possibilités aux exploitants familiaux (emplois). En revanche, il est indéniable que la libéralisation des échanges peut aussi créer des difficultés et des problèmes pour ces exploitants, pour les consommateurs et pour l'environnement. Il a été prouvé que l'agriculture familiale n'est pas toujours le modèle le plus efficace du point de vue macroéconomique. Mais, au regard d'autres critères, elle peut être un modèle très robuste et durable qui crée de nombreux emplois non seulement dans l'agriculture, mais aussi dans toute la chaîne de valeur et dans l'économie rurale. Elle offre une sécurité sociale à toute la famille. Les exploitations familiales exploitent avec soin les ressources naturelles de manière à assurer leur disponibilité à long terme, car elles ne visent pas uniquement la maximisation de leurs gains à court terme. Dans le débat international qui a lieu pendant cette année de l'agriculture familiale, on a constaté qu'il y a de nombreux points de vue et problèmes communs dans les pays développés et les pays en développement. La question de l'agriculture familiale peut donc servir à briser les anciens clivages et à placer le débat sur le commerce et l'agriculture sur une base nouvelle et constructive. <i>Intervenants</i>

		• Fritz Glauser, Vice President, Swiss Farmers Union (SFU) • Dino Sozzi, Head Technical Africa / Middle East, Syngenta • Luis Miguel Etchevehere, World Farmers' Organization (WFO) Board Member, Argentinian Farmers • Isolda Agazzi, Alliance Sud, Senior Advisor Trade and Development • Ron Bonnett, World Farmers' Organization (WFO) Board Member, Canadian Farmers
--	--	---

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST22 Salle W	United States Council for International Business (USCIB)	Le rôle du commerce dans le programme de développement pour l'après-2015: diffuser les solutions pour une croissance plus écologique – Une initiative de Green Economies Dialogue On constate depuis peu un regain d'intérêt pour l'idée que le commerce contribue de manière positive au développement économique, à l'environnement, et à la durabilité. Le projet d'Accord sur les biens environnementaux et les délibérations sur un traité sur le climat pour l'après 2015 qui ont lieu à l'ONU dans le cadre de la CCNUCC ne sont que deux exemples de la façon dont la diffusion à grande échelle de technologies innovantes sur le plan environnemental – grâce notamment au commerce – peut contribuer à la durabilité. Les besoins – et les possibilités – dans ce domaine sont particulièrement clairs en relation avec le programme de développement pour l'après 2015 de l'ONU. Comment assurer une synergie entre ce programme ambitieux et le commerce multilatéral dans le cadre du processus post-Bali et d'autres efforts liés à l'OMC? Comment les pays et la communauté internationale peuvent-ils concevoir de nouvelles mesures complémentaires à l'OMC et à l'ONU à New York, et dans le cadre des politiques nationales et de l'action du secteur privé, de manière à créer, en particulier dans les pays en développement, des possibilités de nouveaux marchés et de développement économique qui soient respectueuses de l'environnement? <i>Intervenants</i> • Brian P. Flannery, Chairman, Green Economies Dialogue Initiative • Christopher S. Wilson, Deputy Chief of Mission, U.S. Mission to the World Trade Organization (WTO) • Brian Fisher, Managing Director, BAEconomics Ltd • James Bacchus, Chair ICC Trade and Investment Commission • Steven Stone, Director, United Nations Environment Programme (UNEP) Economics and Trade Branch • Orit Frenkel, Global Government Affairs & Policy Manager for Asia, General Electric Company <i>Modératrice</i>

		Norine Kennedy, Vice President, Strategic International Engagement, Energy & Environment, US Council for International Business (USCIB)
--	--	---

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
A10 Salle S2	BUSINESSEUROPE Fédération des industries allemandes (BDI)	Doha et au-delà: l'industrie appelle à une véritable libéralisation du commerce L'OMC est maintenant à un tournant important: après le succès de la Conférence ministérielle de Bali en décembre 2013, qui a adopté ce qu'il est convenu d'appeler le paquet de Bali, les Membres de l'OMC doivent assurer sa mise en œuvre effective et rapide. Ils doivent en outre déterminer quelles sont les questions à traiter en priorité dans les prochaines années. Il s'agit à la fois des négociations inachevées du Cycle de Doha et du futur programme de travail de l'OMC. Qu'est-ce que les entreprises internationales attendent du processus de libéralisation multilatérale à court terme? Ces attentes correspondent-elles aux réalités politiques à Genève? La table ronde abordera, entre autres, les points suivants: • mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges; • accès aux marchés pour les produits non agricoles; • initiatives plurilatérales en cours (ACS, ATI II, biens environnementaux) et autres accords sectoriels potentiels (par exemple ceux proposés durant les négociations dans le cadre du PDD); • brièvement – demandes à moyen et long termes: réduction des droits et taxes à l'exportation et des autres restrictions à l'exportation, investissement, concurrence et subventions, nouvelles règles relatives aux ACR/ACPr, OMC et obstacles non tarifaires, etc. <i>Intervenants</i> • Karl Brauner, Deputy Director General, World Trade Organization (WTO) • Angelos Pangratis, Permanent Representative of the EU to the World Trade Organization (WTO) • Remigi Winzap, Chairman, Negotiating Group on Market Access, World Trade Organization (WTO) • Reinhard Quick, Chairman of the BUSINESSEUROPE WTO Working Group <i>Modérateur</i> • Stormy-Annika Mildner, Head of the International Relations Department, Federation of German Industries (BDI)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
A11 Salle B	Information Technology Industry Council (ITI) DIGITALEUROPE	L'emploi et la croissance grâce à une meilleure intégration dans l'économie numérique mondiale Le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) a eu un impact sans équivalent sur le commerce mondial. La chaîne d'approvisionnement mondiale complexe existant dans ce secteur a contribué à l'intégration de nouveaux acteurs en utilisant des composants à valeur ajoutée provenant de différents pays, ce qui a entraîné une croissance sans précédent dans de nombreuses économies. Mais la valeur liée au caractère mondial et interconnecté de l'industrie des TIC n'est plus limitée à la fabrication de matériel: les produits et services numériques sont maintenant un élément essentiel du commerce mondial. Le commerce des produits et services numériques crée de nouvelles possibilités de diversification et de croissance dans le secteur des TIC – des plates formes de commerce électronique à l'animation et au développement de logiciels – qui permettent aux pays de trouver de nouvelles niches dans les chaînes d'approvisionnement et de valeur mondiales. L'évolution vers l'économie du savoir et le commerce des produits et services numériques peut créer de nouvelles possibilités de croissance du commerce et de l'emploi dans le secteur des TIC. Les intervenants examineront comment le commerce du matériel informatique et des produits et services numériques peut créer des emplois et de la prospérité par le biais des mécanismes commerciaux traditionnels et nouveaux. <i>Intervenants</i> • Ashutosh Chadha, Corporate Affairs Manager, Intel • Caroline King, Director, International Government Relations, SAP • Patrice Chazerand, Director, DIGITALEUROPE • David Weller, Head of Global Trade Policy, Google John Neuffer, Senior Vice President, Information Technology Industry Council (ITI)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

15h00 - 17h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
A12 Salle F	Global Social Observatory (GSO)	Le dialogue multipartite sur le commerce et les obstacles non tarifaires pour mieux comprendre les différents points de vue sur les moyens d'offrir aux consommateurs un plus large choix de produits de meilleure qualité à un prix plus bas et de promouvoir des modes de consommation durables Les intervenants (et les participants) seront invités à échanger des vues sur la manière dont le débat sur le commerce est influencé par l'évolution des attentes et des demandes des consommateurs du monde entier vers des modes de consommation durables, comme cela est énoncé dans les Objectifs de développement durable pour l'après 2015. Des représentants d'associations de consommateurs, d'entreprises et de décideurs publics diront ce qu'ils pensent des conséquences des tendances actuelles en matière de réglementation des produits alimentaires, de la santé et de l'environnement pour l'adoption de modes de consommation durables, en particulier du point de vue des intérêts commerciaux des pays en développement. L'accent sera mis sur la manière dont l'évolution de la réglementation dans ces domaines influe sur les intérêts fondamentaux des consommateurs qui veulent des produits moins chers, plus variés et de meilleure qualité et des modes de consommation durables, et sur la capacité de faire du commerce de façon à maximiser ces intérêts. <i>Intervenants</i> • Arancha González, Executive Director, International Trade Centre (ITC) • Xiangjun Yao, Director, Food and Agriculture (FAO) Office in Geneva • Beris Gwynn, World Vision International • Abdul Hannan, Permanent Representative of Bangladesh to the UN in Geneva (à confirmer) • Roco Rinaldi, Managing Director, Landmark Europe (à confirmer) <i>Modérateur</i> • Katherine Hagen, Executive Director, Global Social Observatory (GSO)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

17h00 - 19h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST23 Salle D	Secrétariat de la Charte de l'énergie	Le commerce des biens environnementaux comme catalyseur de la mise en œuvre de l'initiative Énergie durable pour tous en Afrique L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la période 2014 2024 Décennie de l'énergie durable pour tous. En ce qui concerne l'Afrique, cette initiative affirme que les économies réalisées grâce à l'efficacité énergétique pourraient permettre de fournir des services énergétiques modernes à ceux qui n'en disposent pas. En janvier 2014 à Davos, les principaux Membres de l'OMC se sont engagés à favoriser le libre échange des biens environnementaux. Aucun pays africain ne s'est encore associé à cette initiative. Le Traité relatif à la Charte de l'énergie (TCE) est un instrument multilatéral intergouvernemental spécifique au secteur de l'énergie. Il contient des dispositions spéciales permettant d'instaurer un statu quo tarifaire contraignant, en complément des dispositions de l'OMC. La Charte de l'énergie vise à faire connaître l'initiative de Davos parmi ses membres et au-delà, y compris dans les pays africains. La Charte de l'énergie et les signataires de la déclaration de Davos, de concert avec le Conseil mondial de l'énergie, l'ICTSD, l'ONUDI et les ONG africaines, démontreront que l'élimination des obstacles au commerce des biens environnementaux contribue au développement durable et à l'amélioration de la vie quotidienne des Africains. <i>Intervenants</i> • Steivan Defilla, Director, Energy Charter Secretariat • Mahesh Sugathan, Senior Research Fellow, International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) • Ludivine Tamiotti, Counsellor, Trade and Environment Division, World Trade Organization (WTO), Geneva • Pradeep Monga, Director, Energy and Climate Change, United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) • Monika Hencsey, Head of Unit, Trade and Sustainable Development, Directorate General for Trade, European Commission • Nicolas Mukumo Mushumbi, Assistant Technique chargé de Terrain, PIDP • Orit Frenkel, Senior Manager, General Electric Company, Global Affairs and Policy; World Energy Council (WEC) Rules of Trade team • Issa Abdullahi, Swiss African Forum (<i>à confirmer</i>)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

17h00 - 19h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST24 Salle S3	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD)	Cohérence dans le cadre d'un programme de développement pour l'après-2015 Les États membres de l'ONU élaborent actuellement à New York un nouveau programme mondial de développement, comprenant un ensemble universel d'Objectifs de développement durable (ODD) destiné à remplacer les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), bientôt révolus. Le débat est toujours axé sur la nécessité d'assurer une cohérence entre les nouveaux ODD, les autres cadres de politique publique et les contributions du secteur privé au développement durable. Les discussions devant passer du Groupe de travail à l'Assemblée générale à l'automne 2014, cette séance donnera aux spécialistes de la politique commerciale réunis à Genève un aperçu du fonds et du processus des discussions menées à New York. Les intervenants présenteront une synthèse à jour des débats et examineront les relations entre le projet d'ODD, le cadre des règles commerciales mondiales et les efforts du secteur privé en matière de développement durable. <i>Intervenants</i> • Guillermo Valles Galmés, Director, International Trade in Goods, Services and Commodities Division, United Nations Conference on Trade And Development (UNCTAD) • Friedrich Soltau, Sustainable Development Officer in the Division for Sustainable Development, United Nations Department of Economic and Social Affairs (UNDESA) • Ricardo Meléndez-Ortiz, Chief Executive, International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) • Lara Birkes, Director, Global Policy and Strategic Partnerships, World Business Council for Sustainable Development (WBCSD)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

17h00 - 19h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
ST25 Salle S2	Fundacao Getulio Vargas (FGV) Centro de Estudos de Integração e Desenvolvimento (CINDES)	Pourquoi l'OMC est importante pour les pays émergents Cette séance présentera les vues de 5 pays Membres émergents sur les incidences possibles des méga accords et la menace qu'ils représentent pour le régime réglementaire de l'OMC et pour les entreprises et les intérêts nationaux. Les Membres de l'OMC doivent se mettre d'accord sur un nouveau format pour le Cycle de Doha d'ici à la fin de 2014. Exclue des méga accords, ces Membres émergents exprimeront leurs préoccupations au sujet de la fragmentation des règles commerciales et du détournement de leurs échanges. Ils discuteront des conséquences pour leur commerce de l'établissement de règles OMC-plus conçues comme devant être la réglementation du XXI^e siècle. Questions à examiner: quelle est l'utilité du régime commercial de l'OMC pour les activités des entreprises des pays émergents? Les méga accords représentent-ils une menace pour les opérations des entreprises des pays qui en sont exclus? Les États Unis et l'UE sont-ils en train de créer un nouveau régime commercial pour exclure les Membres réticents? Quel devrait être le rôle de l'OMC pour les principaux acteurs (gouvernements et entreprises) des Membres émergents dans l'avenir? Quels sont les intérêts des Membres émergents dans les négociations du nouveau Cycle de Doha? Que peuvent faire ces Membres pour renforcer l'OMC et la replacer au centre du système commercial? <i>Intervenants</i> • Vera Thorstensen, Fundação Getulio Vargas (FGV) • Sandra Rios, Centro de Estudos de Integração e Desenvolvimento (CINDES) • Memory Dube, South African Institute for International Affairs (SAIIA) • Baihua Gong, Shanghai WTO Affairs Consultation Centre • Bipul Chattejee, Deputy Executive Director, CUTS International

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

17h00 - 19h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
ST26 Salle W	African Centre for Technology Studies (ACTS)	L'avenir commercial de l'Afrique après 2015 – Analyse empirique de cinq scénarios: permutations et impacts possibles de Doha, des APE, de l'AGOA, et des accords commerciaux Chine-Afrique et Sud-Sud sur le développement de l'Afrique La séance de travail a pour objectif d'examiner les analyses empiriques de l'effet possible des changements dans la conception et la portée juridiques et économiques des accords commerciaux entre l'Afrique et l'UE, l'Afrique et les États Unis et l'Afrique et la Chine, le Cycle du développement de Doha et les ALE Sud Sud impliquant l'Afrique (y compris les accords commerciaux régionaux (ACR) entre pays africains) sur les échanges commerciaux et économiques entre l'Afrique et les différentes régions du monde à l'horizon 2025 2030. Elle s'appuiera sur des analyses du commerce, des revenus et des résultats économiques de l'Afrique dans le cadre de l'architecture de ses échanges mondiaux et régionaux après 2015, selon 5 scénarios: • relations commerciales UE-Afrique dans le cadre des APE et d'autres types d'accords; • relations commerciales Afrique États Unis dans différentes variantes des accords commerciaux conclus au titre de l'AGOA après 2015; • Cycle du développement de Doha; • relations commerciales entre l'Afrique et la Chine; et • ALE Sud Sud impliquant l'Afrique, y compris les ALE intra-africains. <i>Intervenants</i> • John Mutunga, Chief Executive, Kenya National Farmers Federation (KENAFF) • Jane Ngige, Executive Director, Kenya Flower Council (KFC) • Dan Mchemba, Executive Director, Tanzania Chamber of Commerce, Industry and Agriculture (TCCIA) • Michael Galabuzi, Secretary General, Uganda National Chamber of Commerce and Industry (UNCCI) • Agayo Ogambi, Kenya National Chamber of Commerce and Industry (KNCCI) • Mwangi Kimenyi, Brookings Institution, Africa Growth Initiative • Francis Matambalya, Nordic Africa Institute • Erja Askola, Trade Affairs, European Commission, Directorate General for International Trade

		• Cosmas Milton Obote Ochieng, Executive Director, African Centre for Technology Studies (ACTS) • Rapson Wanjala, Trade and Economic Attaché, Permanent Mission of Kenya to the UN in Geneva
--	--	---

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

17h00 - 19h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST27 Salle E	Bangladesh Foreign Trade Institute	Sortir de la catégorie des PMA: conséquences pour le commerce et l'emploi Le principal objectif du Programme d'action d'Istanbul (A/CONF.219/3/Rev.1) est de permettre à 50% des PMA de remplir les critères de radiation de la liste des PMA d'ici à 2020. Cette séance de travail (atelier) vise à faire avancer la discussion sur les incidences que cette radiation pourrait avoir sur le commerce et l'emploi. Les PMA Membres bénéficient d'un traitement spécial et différencié dans le cadre de l'OMC, notamment sous la forme de flexibilités ou de droits spéciaux prévus dans les différents Accords et décisions de l'OMC, d'une assistance technique et d'une formation, et d'un renforcement des capacités dans le cadre d'autres programmes tels que l'initiative Aide pour le commerce et le Cadre intégré renforcé (CIR) pour les PMA. En sortant de la catégorie des PMA, ces Membres ne bénéficieront plus du traitement préférentiel, ce qui risque d'avoir des effets négatifs sur leurs exportations. Or, tout effet négatif sur les exportations peut se répercuter sur la production et sur l'emploi. Dans ce contexte, la séance de travail a pour but de mettre en évidence les problèmes rencontrés par les PMA Membres de l'OMC qui perdent le statut de PMA et de suggérer des solutions. <i>Intervenants à confirmer</i>

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

17h00 - 19h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
A13 Salle B	WageIndicator Foundation	Enquête sur le coût de la vie: un outil pour calculer le salaire de subsistance Percevoir un salaire décent en échange de son travail est un droit. Mais qu'est ce qu'un salaire décent? De quelle somme a-t-on besoin pour mener une vie décente avec sa famille? WageIndicator est réputé pour sa longue expérience de la collecte et de la diffusion d'informations sur les salaires minimums et réels et sur la législation du travail. Pour présenter un tableau exhaustif des salaires, la Fondation a conçu une méthode pour calculer les salaires vitaux. Grâce à ses nombreux sites Web et à ses plates formes, elle peut recueillir facilement des renseignements sur le coût de la vie auprès des internautes. Chaque enquête sur le coût de la vie est adaptée au mode de vie et aux habitudes alimentaires du pays concerné. Au cours de cette séance, la Fondation présentera sa méthode de collecte des données et ses résultats. Comme le projet est encore en phase de démarrage, elle accueille avec intérêt tous les commentaires qui peuvent l'aider à améliorer sa méthode de calcul des salaires vitaux. <i>Intervenants</i> • Martin Guzi, Researcher and Data Analyst, Masaryk University, Czech Republic

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

2 OCTOBRE 2014

17h00 - 19h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
A14 Salle S1	Council on Economic Policies (CEP)	Au service de qui? Effets sur l'emploi de la réforme du commerce des services dans la région MOAN et en Afrique subsaharienne Cette séance de travail sera consacrée à l'examen des effets sur l'emploi de la réforme du commerce des services dans les pays en développement, en particulier dans la région MOAN et en Afrique subsaharienne. Les initiatives visant à inclure des dispositions relatives aux services dans les négociations commerciales sont un phénomène relativement nouveau, souvent inspiré par le désir d'améliorer l'efficacité du secteur, de stimuler plus largement l'activité économique et de créer des emplois. Néanmoins, les données concernant les effets sur l'emploi de la réforme du commerce des services sont actuellement moins nombreuses et moins probantes que celles qui concernent le secteur manufacturier. Les intervenants fourniront des renseignements tirés de leurs domaines de compétence respectifs pour évaluer les données actuelles sur les effets des réformes sur l'emploi, afin de poser des bases solides pour l'évaluation de l'impact potentiel des initiatives dans la région. <i>Intervenants</i> • Ejaz Ghani, Lead Economist in Economic Policy and Debt, Poverty Reduction and Economic Management (PREM) Network, World Bank • Marion Jansen, Chief Economist, International Trade Centre (ITC) • Hamid Mamdouh, Director of the Trade in Services Division, World Trade Organization (WTO) (<i>à confirmer</i>) • Mina Mashayekhi, Head of Trade Negotiations and Commercial Diplomacy Branch, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) (<i>à confirmer</i>) <i>Modérateur</i> • Pierre Sauvé, Director of External Programmes and Academic Partnerships and faculty member at the World Trade Institute (WTI), University of Bern, Switzerland

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

9h00 - 11h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST28 Salle S1	ACP, Bureau de Genève Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)	Les chaînes de valeur mondiales et régionales en Afrique: définir des approches stratégiques afin de créer de nouvelles possibilités commerciales pour le continent Depuis quelques années, les chaînes de valeur mondiales sont au cœur de la politique commerciale. Bien que les statisticiens élaborent de nouvelles méthodes pour calculer la valeur ajoutée aux différentes phases de production, les gouvernements des pays en développement manquent d'indications claires sur la manière de maximiser les avantages des chaînes de valeur pour leur économie et leur société. L'accroissement de la valeur reste un défi majeur pour l'Afrique. Cette séance sera donc centrée sur les questions suivantes: • La participation accrue aux chaînes de valeur mondiales procure-t-elle automatiquement des gains plus élevés? • Qu'est ce qui pourrait permettre aux petites et moyennes entreprises africaines de développer leurs marchés? • Quel environnement institutionnel est nécessaire, aux niveaux national et régional, pour accroître la capacité d'innovation dans les pays africains? • Quelles stratégies peuvent procurer des avantages à l'ensemble de la société? <i>Intervenants</i> • Hubert Schillinger, Director, Friedrich-Ebert-Stiftung Geneva office (FES) • Marwa Joël Kisiri, Head, ACP Geneva Office • Rashmi Banga, Unit of Economic Cooperation & Integration Among Developing Countries, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) • Genzeb Akele, Senior Director, Value Chains, Agricultural Transformation Agency (ATA), Ethiopia • Susanne Fricke, economist, Friedrich-Schiller-University, Jena, Germany • Susan Wanyoto Bingi, Independent Consultant and Partner at TRAC (Trade Capacity) Associates, Uganda <i>Modérateur</i> • Miguel Zamorano, journalist

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

9h00 - 11h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST29 Salle S2	World Trade Centre Mumbai All India Association of Industries (AIAI)	Promouvoir les compétences et l'emploi par la libéralisation du commerce dans les économies en développement Le commerce et les marchés du travail sont de plus en plus imbriqués. Le commerce a une forte propension à créer des emplois et il renforce les capacités économiques des pays. Il favorise la croissance et la création d'emplois décents améliorant les moyens d'existence des gens. Cela est particulièrement vrai dans les économies en développement, où le développement des communautés urbaines et rurales est de plus en plus une priorité au niveau national et dans la poursuite des objectifs économiques internationaux. Au cours des 30 dernières années, la structure du commerce a été profondément modifiée. La libéralisation des échanges a eu un impact considérable sur la croissance économique des pays en développement, créant de très nombreux emplois. Malgré les avantages du commerce pour le marché du travail, on constate souvent que les efforts faits par les pays en développement pour traduire l'ouverture commerciale en une croissance à long terme sont contrecarrés par des taux élevés d'emploi informel et de main d'œuvre non qualifiée. Un commerce bien conçu et une main d'œuvre qualifiée peuvent se compléter pour favoriser le développement durable et la prospérité dans les pays en développement. Les gouvernements qui appliquent des programmes de formation bien ciblés réussissent mieux à améliorer les conditions du marché du travail, ce qui contribue à la prospérité économique et au bien être social. Cette séance, organisée autour du sous thème "Le commerce et l'emploi", examinera l'interaction des divers facteurs liés aux qualifications, au commerce et à la création d'emplois dans les économies en transition et dans les économies émergentes. Le sujet sera traité dans le contexte de l'impact de la libéralisation des échanges sur ces économies. <i>Intervenants</i> • Azita Berar Awad, Director, Employment Policy Department, International Labour Organization (ILO) • Ken Ash, Director for Trade and Agriculture, Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) • Ricardo Melendez-Ortiz, Chief Executive Officer, International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) • Joseph Francois, Professor of Economics, World Trade Institute, Deputy Director of the

		NCCR Trade Regulation, World Trade Institute, University of Bern • Rajesh Aggarwal, Director, Division of Business & Institutional Support and Chief, Business & Trade Facilitation Section, International Trade Centre (ITC) <i>Modérateur</i> • Vijay Kalantri, Vice chairman, World Trade Centre Mumbai, Director – WTCA Board, New York, President, All India Association of Industries Mumbai
--	--	--

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

9h00 - 11h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST30 Salle S3	Groupe d'Évian	Commerce, innovation et emploi: faire face aux perturbations Le commerce international peut jouer un rôle important en créant des emplois, en favorisant les hausses de salaires et en améliorant les conditions de travail. Mais ces avantages ne sont pas automatiques, et la réaffectation des ressources associée au commerce international peut causer des perturbations économiques, y compris un chômage transitoire. Comme l'a fait observer Henry Martyn en 1701, l'incidence du commerce international sur une économie est semblable à l'incidence de l'innovation technique. Les intervenants examineront pourquoi le plaidoyer en faveur du libre-échange est souvent mal compris, quelles politiques complémentaires peuvent faciliter les transitions dans le domaine du travail et comment l'interaction entre le commerce et l'innovation peut être mise à profit dans les pays développés et dans les pays en développement. <i>Intervenants</i> • Nick Ashton-Hart, Executive Director, Internet & Digital Ecosystem Alliance (IDEA) • Joseph K. Ingram, former President, North-South Institute • Jean-Pierre Lehmann, Emeritus Professor, IMD and founder of The Evian Group • Douglas Lippoldt, Senior Trade Economist, HSBC • José M. Salazar-Xirinachs, Assistant Director General for Policy, International Labour Organization (ILO) <i>Modérateur</i> • Carlos A. Primo Braga, Professor, International Political Economy, IMD and Director, The Evian Group@IMD

3 OCTOBRE 2014

9h00 - 11h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST31 Salle E	International Trade Union Confederation (ITUC)	Le commerce peut-il profiter à tous? Le commerce international peut créer ou détruire des emplois et il peut améliorer ou détériorer les conditions de travail. La littérature constate que l'ouverture commerciale peut aboutir à l'un ou l'autre de ces résultats en fonction de l'environnement économique et des circonstances de chaque pays. Les participants à cette séance examineront la littérature existante, notamment les études les plus récentes sur l'impact du commerce sur l'emploi et chercheront à identifier les instruments commerciaux et les politiques commerciales qui créent des emplois et améliorent la qualité de ceux qui existent. <i>Intervenants</i> • Marion Jansen, Chief Economist, International Trade Centre (ITC) • Marcelo Olarreaga, Université de Genève • Alfredo Calcagno, Head, Macroeconomic and Development Branch, Division on Globalization and Development Strategies, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) <i>Modérateur</i> • Yorgos Altintzis, Policy Officer, Economic and Social Policy, International Trade Union Confederation (ITUC)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

9h00 - 11h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST32 Salle D	Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	Commerce et emploi: entre mythes et réalités De nombreuses personnes pensent que le commerce détruit des emplois, aggrave les inégalités, fait baisser les revenus et conduit à un "nivellement par le bas" des conditions de travail. Or, les données qui montrent le contraire sont nombreuses. Les participants examineront ces données en s'appuyant sur les travaux de l'OCDE et d'autres organisations internationales participant au projet ICITE (Initiative de collaboration internationale sur le commerce et l'emploi), complétés par de nouvelles données provenant des travaux conjoints de l'OCDE et de l'OMC sur le commerce en valeur ajoutée et de l'enquête en cours sur les incidences des chaînes de valeur mondiales sur les qualifications professionnelles et les revenus, y compris les inégalités. Les participants se demanderont aussi pourquoi les "mauvaises nouvelles" font toujours les gros titres et comment communiquer plus efficacement les données de plus en plus nombreuses relatives aux effets positifs du commerce sur l'emploi et les revenus, pour que le discours public sur ces questions soit plus fondé sur les faits. <i>Intervenants</i> • Carmel Cahill, Senior Counsellor, Trade and Agriculture Directorate, Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) • Roland Schneider, Senior Policy Adviser, Trade Union Advisory Committee to the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) • Przemyslaw Kowalski, Senior Trade Policy Analyst, Trade and Agriculture Directorate, Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) • John Neuffer, Senior Vice-President for Global Policy, the Information Technology Industry Council (ITI) Marc Bachetta, Senior Economist, World Trade Organization (WTO) <i>Modérateur</i> • Shawn Donnan, World Trade Editor at the Financial Times

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

9h00 - 11h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
A15 Salle W	Foreign Trade Association (FTA) EuroCommerce	Les chaînes de valeur mondiales: quelle empreinte économique dans les pays fournisseurs? Il est largement admis que le commerce joue un rôle essentiel dans la création de prospérité et d'emplois et comme moteur du développement économique et social. Il ne fait guère de doute que le résultat net des échanges commerciaux est positif, mais des critiques s'élèvent régulièrement au sujet de la répartition des coûts et des avantages le long de la chaîne de valeur. Les participants à cette séance examineront les avantages du commerce du point de vue du pays qui produit des biens de consommation pour les marchés occidentaux. Quelle valeur ajoutée le commerce international des biens de consommation apporte aux pays en développement, à leurs entreprises et à leur population? <i>Intervenants</i> • Nguyen Trung Thanh, Ambassador of Viet Nam to the United Nations and World Trade Organization (WTO) • Hubert Escaith, Chief Statistician, World Trade Organization (WTO) • Joerg Hofstetter, University of St. Gallen • <i>Autres intervenants à confirmer</i>

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

9h00 - 11h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
A16 Salle B	Vredeseilanden (VECO) Unilever/Oxfam International Center for Tropical Agriculture (CIAT) Center for Development Innovation (CDI) Durabilis	Bâtir des relations commerciales inclusives, relier les petits producteurs aux marchés modernes: Comment construire des ponts et créer une situation gagnant-gagnant? Le commerce peut contribuer au développement économique et social, mais en général les bénéfices sont inégalement répartis entre les acteurs des chaînes de valeur. Bien que les pays en développement jouent un rôle de plus en plus important dans le commerce international, les avantages qu'ils en retirent profitent peu aux personnes les plus pauvres. Pour que ces économies prospèrent, il faut inclure les petits producteurs en tant qu'acteurs à part entière dans la chaîne de valeur de la production. Des représentants d'organisations non gouvernementales, de centres de recherche et d'entreprises privées examineront comment développer des modèles économiques inclusifs. Ils discuteront de ce qu'implique l'inclusion et de la façon dont la méthode LINK, élaborée par le CIAT et le Laboratoire pour une alimentation durable, nous aide à comprendre le fonctionnement des chaînes de commercialisation, les principaux modèles économiques et peuvent guider le développement de relations gagnant gagnant entre les petits producteurs et les entreprises acheteuses. Les intervenants feront part de leur expérience concrète sur le terrain. <i>Intervenants</i> • Monika Sopov, Senior Expert Agricultural Chains, Center for Development Innovation (CDI) • Alexandra Amrein, Consultant for Inclusive Business Models, International Center for Tropical Agriculture (CIAT) • Justin Tait, Sunrise Learning Programme Manager, Unilever/Oxfam • Bert Sercu, Chief Sustainability Officer, Durabilis <i>Modérateur</i> • Caroline Huyghe, Programme Development Advisor, Vredeseilanden (VECO)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

11h00 - 13h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST33 Salle W	Réseau des Organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest (ROPPA)	Le commerce et l'Afrique: assurer la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne Dans de nombreux pays africains, l'agriculture est en crise– et il y a aussi une crise de la pauvreté, de l'emploi et de la production vivrière. Bon nombre de ces pays sont devenus de plus en plus tributaires des importations de produits alimentaires au cours des 20 ou 30 dernières années et perdent progressivement leurs capacités de production vivrière. Cette situation a eu de profondes répercussions sur leur sécurité alimentaire, sur les moyens d'existence en milieu rural, sur la capacité de répondre au changement climatique et aussi sur la balance commerciale et le budget des pays. Les intervenants examineront l'orientation et les incidences probables des politiques commerciales agricoles des pays africains. Ils examineront aussi l'environnement commercial international, notamment pour savoir s'il favorise ou entrave la production agricole et la sécurité alimentaire en Afrique, ainsi que les problèmes liés au changement climatique et ses conséquences pour la sécurité alimentaire du continent. Enfin, ils formuleront des recommandations concernant les politiques agricoles et les politiques commerciales nationales et internationales susceptibles de favoriser la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance en milieu rural, l'emploi et l'utilisation durable des ressources environnementales. <i>Intervenants</i> • Martin Bwalya, Head, Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP) • Stevenson Nzaramba, Regional Trade & Agribusiness Advisor of the Eastern Africa Farmers Federation, Nairobi, Kenya • Mamadou Cissokho, Honorary President, Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles d'Afrique de l'Ouest (ROPPA) • Aileen Kwa, Coordinator, Trade for Development Programme of the South Centre • Jacques Berthelot, Analyst of agricultural trade policies, Solidarité <i>Modérateur</i> • Deborah James, Coordinator, Our World Is Not For Sale network (OWINFS)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

11h00 - 13h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST34 Salle S1	TradeMark East Africa (TMEA)	Un guichet unique électronique au Rwanda: un outil efficace pour réduire les coûts du commerce pour le gouvernement, le secteur privé et les consommateurs Chaque jour de notre vie, nous consommons des produits fabriqués localement ou importés de l'étranger. Le dédouanement de ces produits est un processus complexe qui fait intervenir une multitude d'organismes dans les pays et à la frontière. Certains de ces organismes effectuent leurs opérations manuellement, sur papier. Les commerçants sont donc obligés de faire de nombreuses démarches auprès d'organismes multiples ce qui a un coût élevé et rend les produits des PMA moins compétitifs. Pour remédier à ce problème, les gouvernements recourent à la technologie, comme les guichets uniques électroniques, qui permettent aux commerçants de présenter par voie électronique tous les documents d'importation, d'exportation et de transit exigés par les organismes de réglementation, au lieu de devoir soumettre les mêmes renseignements plusieurs fois à différentes entités publiques. Les participants à cette séance examineront comment cette initiative profite à tous ceux qui participent à la chaîne d'approvisionnement, y compris les organismes publics, les transitaires, les grands importateurs ou les consommateurs finals. <i>Intervenants</i> • Frank Matsaert, CEO, TradeMark East Africa (TMEA) • Raphael Tugirumuremyi , Commissioner of Customs, Rwanda Revenue Authority • Fred Seka Rwumbuguza, Chairman of Association of Freight Forwarders of Rwanda

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

11h00 - 13h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST35 Salle E	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) Organisation mondiale des agriculteurs (OMA)	L'accès des agriculteurs au commerce Le seul moyen d'assurer à 100% l'accès à une alimentation adéquate au niveau mondial est d'accroître la productivité des agriculteurs de toute taille, petits, moyens ou grands. Cela ne peut se faire qu'en mettant en place des marchés ouverts qui fonctionnent bien et en élaborant des politiques commerciales à tous les niveaux qui empêchent la volatilité excessive des prix des produits alimentaires. Chaque jour, les agriculteurs sont confrontés à des difficultés dues à l'équilibre instable entre l'offre et la demande de produits agricoles au niveau international. Cette situation influe constamment sur les décisions de production, sur les marchés accessibles et les conditions d'accès, et sur les décisions de gestion des diverses formes de risques. Il est donc impératif d'adapter les politiques et les cadres réglementaires relatifs au commerce pour tenir compte des besoins de tous les acteurs concernés. Dans ce contexte, les agriculteurs sont à la fois des clients et des vendeurs et, pour garantir leur présence active dans les systèmes économiques, il faut établir des conditions qui leur assurent la stabilité. <i>Intervenants</i> • Ron Bonnett, World Farmers' Organization (WFO) Board member; North America, President of the Canadian Farmers' Association, Canada • Raul Roccatagliata, World Farmers' Organization (WFO) Expert on Trade, Sociedad Rural Argentina, Argentina • Ekaterina Krivonos, Trade Expert, Food and Agriculture Organization (FAO) <i>Modérateur</i> • Marco Marzano de Marinis, Executive Director, World Farmers' Organization (WFO)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

11h00 - 13h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST36 Salle D	Geneva Group of Lusophone Countries	Vers un système commercial plus inclusif – coopération pour le commerce et le développement entre les pays lusophones: le renforcement des capacités pour la facilitation des échanges Cette séance de travail, intitulée "Vers un système commercial plus inclusif – coopération pour le commerce et le développement entre les pays lusophones: le renforcement des capacités pour la facilitation des échanges dans le scénario de l'après Bali", sera ouverte par des experts au niveau politique, qui présenteront le thème et en souligneront l'importance. Un deuxième groupe d'experts examinera les relations commerciales entre les pays de langue portugaise et les différents défis auxquels ils sont confrontés. Un troisième groupe présentera l'expérience concrète de la coopération dans le domaine de la gestion douanière comme exemple réussi d'assistance liée au commerce. À cette occasion, les vues des fournisseurs et des bénéficiaires de cette assistance seront présentées. <i>Intervenants</i> • Bruno Mações, Secretary of State for European Affairs of Portugal • Alexandre David de Souza Costa, Secretary of State for Foreign Trade of Angola • Flávio Scorza, Coordinator-General of Regulation and Trade Facilitation of Brazil • José Luís Monteiro, Ambassador, Permanent Representative of Cabo Verde to the UN Office and other International Organizations in Geneva • Jonathan Werner, Enhanced Integrated Framework (EIF) Secretariat • Augusto Mussamo, National Customs Service of Angola • Paula Figueiredo, Tax and Customs Authority of Portugal • Mark Assaf, Train for Trade Programme, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) Secretariat

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

11h00 – 13h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST37 Salle B	Comité européen de liaison du commerce agroalimentaire (CELCAA)	Un meilleur marché pour les consommateurs grâce au commerce La séance de travail du CELCAA sera consacrée à l'examen du rôle du commerce agroalimentaire par rapport aux besoins et aux attentes des consommateurs. Les commerçants jouent un rôle crucial sur le marché, car ils relient les producteurs et les consommateurs, fournissant à ces derniers des produits abordables de manière efficace et sûre, dans le monde entier. Malgré la promotion des normes internationales dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, du bien-être animal et de la protection de l'environnement, les mesures non tarifaires restent importantes. L'élaboration de normes régionales plus strictes pose des problèmes supplémentaires, notamment en termes de compétitivité sur le marché mondial. Dans le même temps, certains secteurs, comme celui du vin, sont à l'avant garde du processus de convergence des normes entre les diverses juridictions, au bénéfice des consommateurs. Les exposés et le débat porteront sur la manière de concilier la facilitation des échanges et le respect de normes légitimes destinées à protéger la santé, la sécurité, les animaux et l'environnement. Parmi les intervenants, il y aura des acteurs du commerce des produits agricoles et des représentants du Codex Alimentarius et de l'organisation européenne des consommateurs. <i>Intervenants</i> • Liz Murphy, Director, International Meat Trade Association (IMTA) member of the European Livestock and Meat Trading Union (UECBV) and European Committee for the Agricultural and Agri-Food Trade (CELCAA) • Sylvain Naulin, Policy Officer, Comité Européen des Entreprises Vin (CEEV), member of European Committee for the Agricultural and Agri-Food Trade (CELCAA) • Tom Heilandt, Codex Alimentarius Secretariat • Monique Goyens, Director, European Consumer Organisation (BEUC) <i>Modérateur</i> • Christian Häberli, Senior researcher, World Trade Institute & Bern University

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

11h00 – 13h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
A17 Salle S2	Fédération mondiale de l'industrie des articles de sport (WFSGI)	Comment les obstacles au commerce et le protectionnisme influent sur la création de valeur pour les pays/les sociétés – Point de vue de l'industrie des articles de sport, vecteur d'une véritable mondialisation L'industrie des articles de sport fabrique et vend des vêtements et des chaussures de sport à travers une des chaînes de valeur les plus mondialisées. La concurrence dans ce secteur dépend de l'innovation, de la recherche développement de produits et de chaînes d'approvisionnement complexes, intégrées et qui évoluent rapidement. Mais ce type de produits techniques fait souvent l'objet de mesures commerciales, de longues procédures douanières et de droits de douane élevés dans les pays avancés comme dans les pays émergents. Ce protectionnisme crée une inefficience économique qui affecte le développement et l'emploi dans le secteur. Pour remédier à ces problèmes, la WFSGI préconise des échanges libres et équitables et soutient fermement la réduction des obstacles au commerce. Souvent, les règles d'origine font partie des obstacles rencontrés par l'industrie des articles de sport: moins ces règles interfèrent avec l'activité et plus elles sont libérales, moins elles ont d'effet de distorsion sur le commerce mondial. La question des règles d'origine sera placée dans le contexte plus large de la mise en œuvre des décisions de Bali et de leur impact sur l'activité de l'industrie des articles de sport. <i>Intervenants:</i> • Roderick van Schreven, Ambassador and Permanent Representative of the Netherlands to the UN and the WTO • Frank A. Dassler, Group General Counsel & Chief Compliance Officer, SVP, adidas Group and World Federation of the Sporting Goods Industry (WFSGI) President • Edwin Vermulst, Attorney at Law - LL.M., S.J.D., Ann Arbor VVGB • Jeff Whalen, Senior Counsel, Customs and International Trade, Legal Department, NIKE, Inc.

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

11h00 – 13h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
A18 Salle S3	JustJobs Network	Utiliser les programmes de préférences commerciales pour répandre la prospérité en Afrique Les programmes de préférences commerciales ont été encouragés par les États Unis, l'UE, la Chine et d'autres comme stratégie pour stimuler la croissance économique dans les pays les moins avancés. Durant la période 2001 2010, 6 des 10 économies du monde ayant la plus forte croissance du monde se trouvaient en Afrique subsaharienne, ce qui s'explique en partie par l'expansion du commerce due aux programmes de préférences. Malgré cette croissance tirée par le commerce, de nombreux Africains ne profitent pas encore des avantages directs du commerce sous la forme de possibilités économiques et d'emplois de qualité. Le secteur qui est responsable en grande partie de la croissance en Afrique est celui du pétrole, qui assure des rendements lucratifs mais peu d'emplois. Étant donné les objectifs sociaux des programmes de préférences, il faut maximiser leur impact social pour assurer la prospérité économique sur une large base. Le réseau JustJobs propose d'animer une séance de travail sur la manière dont les programmes de préférences peuvent contribuer à des emplois plus nombreux et de meilleure qualité dans les économies émergentes d'Afrique. <i>Intervenants</i> • Nicolle Graugnard, Policy Manager, Trade and Investment Policies, International Chamber of Commerce (ICC) • Rashid Kaukab, Director, Programmes and Research, CUTS International Geneva • Arianna Rossi, Research and Policy Officer, International Labour Organization (ILO)/IFC Better Work Programme <i>Modérateur</i> • Sabina Dewan, Executive Director, JustJobs Network, Senior Fellow, Center for American Progress

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

13h15 – 14h00

Projecteur sur ...

La Librairie et la Bibliothèque de l'OMC présentent un livre et son auteur (Atrium)

Réglementation intérieure de l'OMC et commerce des services: mettre les principes en pratique.

*En présentant des analyses et des études de cas sur les expériences spécifiques des réglementations des principaux secteurs de service, ce livre traite de leur importance et de leur portée dans les principes juridiques de l'OMC. **Auteur:** Aik Hoe Lim (ed), Conseiller à la division de Division du commerce des services à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). **Intervenants:** Peter Morrison et Ruosi Zhang, Organisation Mondiale du Commerce (OMC)*

3 OCTOBRE 2014

14h00 - 16h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST38 Salle F	Christian Aid/Bila-Isia Inogwabini	Après le commerce plutôt que l'aide, l'Aide pour le commerce: trouver des solutions durables pour les pays en développement Le commerce a été encouragé, à juste titre, comme un moyen de réduire la pauvreté, l'argument étant que des dizaines d'années d'aide n'ont pas fait reculer la pauvreté dans de nombreuses parties du monde. Mais il apparaît que, pour que le commerce réduise la pauvreté, il faut aider certains groupes de la population à atteindre un seuil de viabilité et de durabilité. La question la plus importante est de savoir quel type d'aide est nécessaire pour accroître la capacité des populations à faire du commerce. J'évoquerai les raisons pour lesquelles l'aide n'a pas apporté les changements escomptés pour jeter les bases d'une réflexion sur les moyens de faire en sorte que l'aide permette aux communautés de renforcer leur capacité de faire du commerce. Cette aide consiste notamment à investir dans les capacités de réflexion et de compréhension, l'évaluation des alternatives, la diversité de l'aide, le codéveloppement et, surtout, l'aide en faveur de l'autonomie. <i>Intervenants</i> • Neil Powell, Uppsala Sustainable Development Center, University of Uppsala • Muzong Kodi, Associate Fellow at Chatham House • Nicolas Van Nuffel, Head of Advocacy, The National Centre for Development Cooperation (CNCD-11.11.11)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

14h00 - 16h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
ST39 Salle S3	Secrétariat du Commonwealth Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)	Le commerce Sud-Sud et l'Afrique subsaharienne: problèmes et voie à suivre Au cours des 20 dernières années, l'économie mondiale a été marquée par la croissance sans précédent des pays en développement, dont la part dans la production mondiale et le commerce international a doublé pour atteindre près de 40%. Les exportations de marchandises des pays en développement sont passées de 850 à 6 000 milliards de dollars, et le commerce entre ces pays a connu une croissance beaucoup plus rapide, de 16% par an pendant la dernière décennie, alors que le commerce mondial n'a augmenté que de 6% environ. La croissance et les résultats commerciaux impressionnants d'économies comme l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie sont généralement considérés comme la caractéristique essentielle du Sud émergent, avec des conséquences importantes pour l'Afrique subsaharienne. Dans ce contexte, les participants feront le point sur la nature et les grandes tendances de la participation de l'Afrique subsaharienne au commerce Sud Sud. Ils examineront les possibilités de renforcer les chaînes d'approvisionnement Sud Sud, ainsi que d'autres questions de politique importantes pour promouvoir la diversification des exportations et la transformation structurelle des pays d'Afrique subsaharienne. <i>Intervenants</i> • Christopher Onyanga Aparr, Ambassador & Permanent Representative, Permanent Mission of the Republic of Uganda in Geneva • François-Xavier Ngarambe, Ambassador & Permanent Representative, Permanent Mission of the Republic of Rwanda in Geneva • Richard Kozul Wright, Director, Division on Globalisation and Strategy, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) • Mohammad A. Razzaque, Adviser & Head, International Trade Policy, Commonwealth Secretariat <i>Modérateur</i> • Marwa Kisiri, Head of African, Caribbean, and Pacific Group of States (ACP Office in Geneva)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

14h00 - 16h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
ST40 Salle B	DS Avocats	Élargir les possibilités commerciales pour les États africains francophones grâce à la facilitation des échanges (à la lumière de l'Accord de Bali) Cet atelier se déroulera en français et aura pour objet l'examen des outils existants mis à la disposition des acteurs du commerce international et permettant la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges. Il permettra le cas échéant de faire des recommandations en vue de la création de nouveaux outils. L'Accord sur la facilitation des échanges est la prolongation du cadre SAFE de l'OMD lancé voilà 10 ans. Mais il est beaucoup plus large et surtout contraignant. L'atelier aura vocation à aborder les divers volets qu'il recouvre et de montrer les deux visages de la facilitation, en "plein" (la promotion des aides au commerce) et en "creux" (la suppression des obstacles au commerce). En présence d'acteurs clés de la chaîne logistique internationale, de spécialistes publics et privés du droit douanier et des échanges, il abordera les questions douanières relevant de la facilitation (les décisions anticipées, les procédures d'examen, les redevances et cotisations, les procédures de mainlevée incluant le dédouanement, la gestion des risques et la sécurité, l'origine des marchandises, la valeur en douane, etc.) mais également les questions non spécifiquement douanières (rôle des opérateurs agréés et courtiers, normes, contrôles sanitaires, droits de propriété intellectuelle, etc.) sans oublier la question cruciale de la résolution des litiges douaniers et notamment de l'avenir de l'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition. <i>Intervenants</i> • Stéphanie Noel, Correspondent, DS Avocats, Geneva • Jean-Marie Salva, Associate Lawyer, Brussels and Paris <i>Modérateur</i> • Vincent Routhier, Associate, DS Avocats, Montreal

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

14h00 - 16h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
ST41 Salle S1	South African Institute for International Affairs (SAIIA) China Institute for WTO Studies University of International Business and Economics (UIBE)	Le nouveau modèle de coopération Sud-Sud: comment les relations économiques entre la Chine et l'Afrique peuvent-elles profiter aux deux parties La Chine est le plus grand miracle de développement économique des 3 dernières décennies. Et l'Afrique est le candidat le plus prometteur pour les prochaines décennies. Les relations économiques bilatérales entre la Chine et l'Afrique se sont rapidement développées et ont grandement profité aux 2 parties. Elles ont créé un nouveau modèle de coopération Sud Sud. Mais dans cette relation, il y a aussi des potentiels à exploiter et des problèmes à résoudre, faute de quoi elle pourrait être compromise par des incompréhensions ou des malentendus. La séance réunira des responsables et des experts des deux parties, ainsi que des observateurs internationaux, pour analyser les enseignements à tirer des relations commerciales Chine Afrique et voir ce qui pourrait être fait pour les maintenir et les approfondir. <i>Intervenants</i> • Yonov Frederick Agah, Deputy Director-General, World Trade Organization (WTO) • Nicolas Imboden, Executive Director, International trade, Development, Economic governance and Advisory Services (IDEAS Centre) • Lu Xiankun, Counsellor and Head of Division of Permanent Mission of China to the World Trade Organization (WTO) • Peter Draper, Senior Research Fellow, South African Institute for International Affairs (SAIIA) <i>Modérateur</i> • Zhao Zhongxiu, Professor and Vice President, University of International Business and Economics (UIBE)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

14h00 - 16h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST42 Salle W	Friends of the Earth Europe Public Citizen Third World Network (TWN)	Inclure l'investissement dans la feuille de route de l'après-Bali: implications pour l'emploi, les consommateurs, l'environnement et l'Afrique Les participants à cette séance examineront ce qu'implique, pour les pays développés et les pays en développement, la suggestion faite par certains Membres de l'OMC d'inclure l'investissement dans la feuille de route du Cycle de Doha. Ils s'appuieront sur une analyse des traités d'investissement existants et des chapitres des accords de libre échange consacrés à l'investissement pour voir si ceux-ci ont encouragé les investissements étrangers directs et l'amélioration des salaires et des conditions de travail et quel a été leur impact sur les consommateurs et l'environnement, y compris dans le contexte de la crise financière actuelle. Les discussions seront basées sur les nouvelles recherches universitaires, les différends en matière d'investissement, les négociations et différents rapports. <i>Intervenants</i> • Elisabeth Tuerk, Chief, International Investment Agreements Section, Division on Investment and Enterprise, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) • Xavier Carim, Deputy Director General, International Trade and Economic Development Division, Department of Trade and Industry, South African Government. • Yorgos Altintzís, Economic and Social Policy Officer, International Trade Union Confederation (ITUC) • Natacha Cingotti, Corporate Campaigner, Friends of the Earth Europe • Sanya Reid Smith, Legal Advisor and Senior Researcher, Third World Network (TWN)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

14h00 - 16h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST43 Salle D	Cadre intégré renforcé (CIR)	CIR: un partenariat qui met le commerce au service des PMA Ayant pour thème général "Pourquoi le commerce nous concerne tous", le Forum public 2014 offre au CIR la possibilité de présenter les résultats concrets et les impacts de ses interventions sur le terrain. Le thème choisi cette année correspond bien au mandat du CIR, qui est de promouvoir l'utilisation du commerce comme outil de développement pour réduire la pauvreté dans les pays les moins avancés (PMA), et permet au CIR de participer activement au Forum. Trois sous thèmes seront examinés: le commerce et l'emploi, le commerce et les consommateurs et le commerce et l'Afrique. Le premier – le commerce et l'emploi – est étroitement lié à l'action du CIR visant à renforcer les capacités institutionnelles et humaines pour créer un environnement favorable au commerce et à la croissance durable, grâce à des réformes orientées vers le commerce dans les PMA, et à renforcer la capacité des PMA de produire et d'exporter de manière compétitive des biens et des services à valeur ajoutée, de façon à contribuer à la croissance, à la création d'emplois et, en définitive, à la réduction de la pauvreté dans les zones les plus défavorisées du monde. La séance mettra en avant certains projets en cours des catégories 1 et 2; les acteurs nationaux et les partenaires feront le point sur la mise en œuvre de ces projets, en mettant l'accent sur les résultats et la création d'un impact à plus long terme ainsi que sur les difficultés et les perspectives futures. La séance prendra la forme de récits d'expérience, avec des témoignages personnels de divers acteurs intervenant sur le terrain pour donner vie aux projets locaux. Une discussion interactive avec les partenaires de développement et les représentants des organismes partenaires aidera à dégager les leçons à tirer et les expériences à partager. Les intervenants seront des représentants de PMA ayant une expérience sur le terrain, des bénéficiaires des projets, des chefs de mission à Genève et des responsables des partenaires de développement et des organismes partenaires ou observateurs (au siège, à Genève ou sur le terrain). <i>Intervenants</i> • Païvi Kairamo, Chair of EIF Steering Committee (à confirmer) • Menelik Getahun, Chair of the EIF Board • Ursula Hoenich, European Union • Augustin Manirakiza, Communication, Marketing and Promotion officer, InterCafé Burundi. • Léonard Ntibagiriwa, EIF National Coordinator, Burundi • Sengphanomchone Inthasane, Director of foreign Aid Division, Ministry of Industry and Commerce, Laos

		• Borivone Phafong, Head of the Garment Centre, Laos • Malani Simukoko, Project Manager SNV-Netherlands, Zambia • Kenneth Chisenga , Mpongwe Beekeeping enterprises, Zambia • Osman al-Jalal, honey producer , Yemen • Mohammed Humaid , EIF National Coordinator, Yemen <i>Modérateur</i> • Ratnakar Adhikari, Executive Director, Enhanced Integrated Framework (EIF)
--	--	--

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

14h00 - 16h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
A19 Salle S2	Universidade Regional de Blumenau	La perte de compétitivité d'un secteur n'est pas synonyme de perte d'emplois. La mobilité de l'emploi dans le secteur du commerce dans l'État de Santa Catarina, au Brésil. Un exemple dans la ville de Blumenau Blumenau est le plus gros complexe textile du Brésil. Il y a 10 ou 20 ans, il était reconnu comme un fournisseur fiable de vêtements et de linge de lit. Quand l'avantage comparatif du Brésil s'est détérioré et que le secteur est devenu moins compétitif, le gouvernement de Santa Catarina a adopté une politique fiscale visant à amener les entreprises commerciales dans le giron de l'État, à stimuler les importations et à créer des emplois de niveau intermédiaire et supérieur dans le secteur du commerce extérieur. La ville de Blumenau, siège de nombreuses sociétés d'exportation, a ajouté des entreprises d'importation à sa liste d'employeurs. Même les entreprises manufacturières ont bénéficié de cette évolution. Hering, la marque de vêtements la plus connue au Brésil, a mis en place un département d'importation qui a créé plus d'emplois pour les professionnels du commerce international que le département d'exportation. <i>Intervenant</i> Germano Gehrke, Lecturer in International Trade, Department of Social and Applied Sciences

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

16h00 - 18h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
ST44 Salle E	Centre de Promotion des Importations en provenance des Pays en Développement (CBI) Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD)	Pourquoi le commerce des services est important pour les Africains On constate de plus en plus que le commerce des services est le moyen, pour de nombreux pays africains, de répondre au problème aigu de création d'emplois dû à l'explosion de la population jeune. Les services emploient plus de main d'œuvre et créent plus d'emplois pour les femmes que les autres secteurs. En outre, ils n'exigent généralement pas d'investissements massifs dans l'infrastructure, ce qui devrait rendre ce secteur particulièrement attractif pour les 18 pays africains sans littoral et pour les petites entreprises qui cherchent à s'insérer dans les chaînes de valeur mondiales. Mais on manque de données sur le rôle du commerce des services dans le développement économique des pays africains pauvres. Cette séance s'appuiera sur les résultats des projets du CBI dans le secteur des services dans les PMA et sur des études de cas sur le commerce des services réalisées par l'ICTSD et d'autres partenaires, pour donner une image plus claire de la contribution du commerce des services à la croissance, à l'emploi et à la transformation structurelle en Afrique. Elle soulignera aussi le potentiel inexploité du secteur des services et examinera comment le mettre au service du développement durable, notamment grâce au renforcement des capacités, à la réforme de la réglementation et à l'aide technique. <i>Intervenants</i> • Sherry M. Stephenson, Senior Associate, International Centre for Trade and Sustainable Development, (ICTSD) • Paul Tjia, Managing Director of GPI Consultancy • Rashedul Hasan, Vice-President of BASIS, the Bangladesh Association of Software and Information Services • Rabson Wanjala, First Secretary, Permanent Mission of Kenya • Michael Wamai, Permanent Mission of Uganda <i>Modérateur</i> • Vinaye del Ancharaz, Senior Development Economist, International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

16h00 - 18h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST45 Salle W	Institut international du développement durable (IISD) State of Sustainability Initiatives (SSI)	Normes de durabilité volontaires: assurer un accès plus équitable à des marchés durables Au cours des dix dernières années, les normes de durabilité volontaires ont connu un développement rapide. Ces normes portent sur des questions importantes pour la durabilité des chaînes d'approvisionnement en produits de base. Comme la demande et l'offre de marchés durables augmentent, le respect des normes de durabilité volontaires est de plus en plus une condition d'accès aux marchés. Les engagements pris par le secteur privé pour rendre leurs chaînes d'approvisionnement plus écologiques ont entraîné une forte croissance de la production et de la vente de produits agricoles certifiés et vérifiés. Toutefois, lorsqu'on examine la répartition de l'offre, on constate que les pays les mieux dotés économiquement excellent dans l'offre de produits conformes aux normes, tandis que les pays les moins avancés, notamment en Afrique, restent à la traîne. Les économies émergentes doivent pouvoir participer plus efficacement à la production et à l'offre de produits conformes afin de parvenir à la durabilité économique. Il y a donc un besoin urgent d'accroître l'assistance technique et l'accès au financement pour les PMA, notamment en Afrique subsaharienne. <i>Intervenants</i> • Chris Wunderlich, Coordinator, Sustainable Commodity Assistance Network (SCAN); UNFSS Coordinator • Frank Grothaus, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) • David Cuming, Smallholders' Access to Markets for Certified Sustainable Products (SAMCERT) • Ragnar Wetterblad, FAST (Finance Alliance for Sustainable Trade)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

16h00 - 18h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST46 Salle S3	African Innovation Research and Training (Open AIR) Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD) European Patent Office (EPO)	Rôle de l'innovation, de la propriété intellectuelle et des secteurs informels dans le développement de l'Afrique Dans la majorité des pays africains, l'économie informelle reste prédominante. La plupart des pays africains font partie des PMA, dispensés jusqu'en 2021 de la plupart des obligations inscrites dans l'Accord sur les ADPIC. Plusieurs pays africains cherchent cependant à utiliser la propriété intellectuelle pour accroître la valeur ajoutée de leurs produits agricoles (tels que le café), de leurs connaissances traditionnelles et de leurs ressources génétiques, par exemple, par l'utilisation de marques et d'indications géographiques. Le secteur informel africain est particulièrement apte à s'approprier des connaissances pour permettre une innovation rapide, répondant aux besoins locaux. Les participants examineront le rôle de l'innovation et de la propriété intellectuelle dans le processus de développement de l'Afrique et la contribution que peuvent apporter les partenaires en améliorant le transfert de technologie et en fournissant une assistance technique plus ciblée. Il sera question en particulier de l'innovation dans l'économie informelle et de sa contribution à la part de l'Afrique dans le commerce international. <i>Intervenants</i> • Pedro Roffe, Senior Associate, Innovation, Technology and Intellectual Property, Geneva, Switzerland • Dick Kawooya, Uganda Team Member and Principal Investigator Open AIR • Tobias Schönwetter, Director: Intellectual Property Unit, Faculty of Law at University of Cape Town, Co-Principal Investigator at Open AIR project • Alessia Volpe, Deputy Coordinator Public Policy Issues, European Patent Office (EPO) <i>Modératrice</i> • Sofie H. Flensburg, Manager, Strategic Partnerships, International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD)

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

16h00 - 18h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
ST47 Salle S1	Comité économique et social européen (CESE) Organisation internationale du travail (OIT)	Le commerce et le travail décent dans l'économie mondialisée Les données provenant d'études sur les interactions entre le commerce et le travail ne sont pas concluantes. L'impact du commerce sur la qualité des emplois en termes de salaires, de conditions de travail, de formalisation et d'élimination du travail des enfants et du travail forcé est encore plus difficile à évaluer. Néanmoins, des accords et autres arrangements commerciaux récents prévoient des engagements concernant les normes du travail et exigent que les parties réaffirment et mettent en œuvre leurs obligations en tant que membres de l'OIT. Des dispositions unilatérales accordent aussi des préférences supplémentaires aux pays qui appliquent effectivement les conventions fondamentales de l'OIT. La catastrophe du Rana Plaza au Bangladesh a montré que des mesures supplémentaires pouvaient être nécessaires pour promouvoir des conditions de travail décentes dans une économie mondialisée. Cette séance de travail vise à analyser les interactions entre le commerce et le travail décent dans un monde globalisé. Les participants chercheront aussi à analyser l'efficacité des engagements relatifs au travail pris dans le cadre des accords commerciaux. <i>Intervenants</i> • Azita Berar, Director Employment policy, International Labour Organization (ILO) • Patrick Itschert, Deputy Secretary General, European Trade Union Confederation • Philippe de Buck, Member of the EESC employers' group, former Director General of BUSINESSEUROPE • Monika Hencsey, Head of Unit for Trade and Sustainable Development, European Commission <i>Modérateur</i> • Sandy Boyle, Member of the European Economic and Social Committee (EESC) employees group

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

16h00 - 18h00

<i>Séance et lieu</i>	<i>Organisateur(s)</i>	<i>Titre et description</i>
A20 Salle D	Division du commerce et de l'environnement de l'OMC	Les normes d'étiquetage nutritionnel – Protéger la santé et informer les consommateurs Avec la sensibilisation grandissante aux risques liés à la mauvaise alimentation, les parties prenantes (gouvernements, organismes de normalisation, organisations intergouvernementales et entreprises des secteurs concernés) répondent de plus en plus souvent aux demandes de renseignements nutritionnels exprimées par les consommateurs. Il existe diverses approches pour répondre à ces demandes. Cependant, à travers le monde, différents organismes préconisent différents types de normes et de programmes en matière d'étiquetage nutritionnel, ce qui peut affecter le commerce. Cette séance réunira des représentants des principales parties prenantes pour échanger des vues et des idées sur les moyens de favoriser la coordination et la cohérence entre les normes et les programmes d'étiquetage nutritionnel afin de mieux informer les consommateurs dans le cadre de l'Accord OTC. <i>Intervenants</i> • Tom Heilandt, Secretary, Codex Alimentarius Commission • Clémence Ross, President, Choices International Foundation; former Dutch State Secretary for Health • Representative from Director's Office, WHO Department of Nutrition for Health and Development • Paul Whitehouse, Global Regulatory Affairs Manager, Unilever • Anne-Marie Thow, Lecturer in Health Policy, University of Sydney • <i>Autres intervenants à confirmer</i> <i>Modérateur</i> • Erik Wijkström, Secretary, WTO Committee on Technical Barriers to Trade

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)

3 OCTOBRE 2014

16h00 - 18h00

Séance et lieu	Organisateur(s)	Titre et description
ST48 Salle S2	Division de la propriété intellectuelle de l'OMC	Politique des marchés publics, règles en matière de commerce international et pays en voie de développement L'accès à des infrastructures et à des services publics adéquats et efficaces est vital, non seulement pour le bien être de la société, mais aussi pour l'expansion du commerce et le développement économique. Les infrastructures et les services connexes sont généralement financés par des fonds publics. Des systèmes de marchés publics transparents et prévisibles favorisent la concurrence et aident à optimiser les dépenses. Ils peuvent réduire le profil de risque dans les marchés publics, encourager une participation internationale plus large, contribuer à attirer des fonds pour les grands projets d'infrastructure et contribuer au transfert de technologie et au renforcement des capacités locales. Ils donnent aussi la possibilité de renforcer la compétitivité des entreprises locales et les possibilités d'exportation. Au moment où l'Afrique s'engage dans un grand programme d'infrastructure à long terme axé sur le développement, les participants examineront comment la politique de passation des marchés et les disciplines connexes peuvent contribuer à la réussite de ce programme. Des experts et des praticiens issus des gouvernements, des entreprises, des organisations internationales, des partenaires de développement et de la société civile dialogueront pour identifier des solutions qui donnent des résultats mutuellement satisfaisants. <i>Intervenants</i> • Harsha Singh, Senior Associate, International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) and Senior Fellow, International Institute for Sustainable Development (IISD) • Jan Jackholt, Director of Procurement, European Bank for Reconstruction and Development (EBRD) • Kodjo Osei-Lah, World Trade Organization Secretariat • Anna Müller, World Trade Organization Secretariat • Kamala Dawar, Faculty of Law, University of Sussex <i>Modérateur</i> • Rob Anderson, Counsellor and Team Leader for Government Procurement, World Trade Organization Secretariat

ST = Séance de travail (avec interprétation) – A = Atelier (sans interprétation)